



# Les hommes, les masculinités & les perspectives de paix féministe au Cameroun\*

RAPPORT SOUMIS PAR ALAN GREIG

\* Informations importantes sur la traduction: Les traductions des citations référencées dans cet article ne sont pas des traductions officielles, à l'exception des citations tirées du rapport de pays de WILPF Cameroun. Pour une question de lisibilité nous avons opté pour le langage inclusif de la double flexion qui comprends le féminin et masculin. Cependant, nous sommes conscients que le genre dépasse la binarité du féminin et du masculin, et de l'existence des personnes non-binaires.

14 FÉVRIER 2023

# Author

## Alan Greig

Alan Greig (PhD) is a gender specialist with more than 20 years experience working on issues of masculinity, violence and oppression in countries of the Global South and North. Through research and support to program design, implementation and evaluation, his work addresses the connections between gender injustice and other forms of oppression, interpersonal and institutional violence, as well as personal and social change. Dr Greig has published widely on these issues, authoring a range of curricula and toolkits for use in professional development. He is an experienced gender trainer and facilitator of strategic planning and project design processes for a range of international and national organizations. As a co-founder of the New York-based Challenging Male Supremacy project, he is committed to a vision of social justice with gender equality at its heart.

# Remerciements

Ce rapport est basé sur le travail de nombreuses personnes.

Sous la direction de sa présidente, WILPF Cameroun a conçu et géré l'étude de recherche dont les résultats alimentent ce rapport. Guy Feugap et Sylvie Ndongmo, membres du personnel, ont travaillé avec des organisations partenaires dans les régions, en particulier l'Ouest, l'Est et le Nord-Ouest, qui ont mené le travail de terrain pour la recherche, et avec les consultant.es Michel Ndongo Kitio et Laura Berka Nfomi, qui ont été les principaux collecteur.ices de données pour l'étude du WILPF Cameroun. Nous remercions également les délégués divisionnaires de la Menoua et du Lom-et-Djerem des ministères de la jeunesse et de l'éducation civique, du ministère de l'autonomisation des femmes et de la famille, et du ministère des affaires sociales pour leur soutien à l'étude de recherche de la WILPF Cameroun.

Ce rapport s'appuie également sur une analyse documentaire rédigée par Tanushree Kaushal, un document de référence sur les questions foncières et l'alliance des hommes préparé par Lotsmart Fonjong, et le rapport d'une étude réalisée par Delphine Brun sur la vulnérabilité des hommes et des garçons dans le contexte du conflit armé au Cameroun. Tous ces rapports ont été revus par Dean Peacock de WILPF International. Ce rapport de synthèse a été commandé par Dean Peacock et rédigé par Alan Greig.

Ce rapport est le fruit du projet de WILPF International "*Countering Militarised Masculinities, Mobilising Men for Feminist Peace*" (Contre les masculinités militarisées, mobiliser les hommes pour une paix féministe), dirigé par Dean Peacock.<sup>1</sup> En partenariat avec *MenEngage Alliance*, ce projet vise à remettre en question les causes profondes de la violence et des conflits armés liées au genre et à faire progresser la paix féministe grâce à une meilleure compréhension de la manière dont le "système de guerre" et les économies de guerre qui en découlent sont liés aux pratiques et aux représentations de la masculinité. L'initiative s'est largement concentrée sur quatre pays-l'Afghanistan, le Cameroun, la Colombie et la République démocratique du Congo-et comprenait des travaux de recherche et d'analyse, la création d'alliances au niveau national et mondial, et un plaidoyer commun sous l'égide de l'agenda "Femmes, Paix et Sécurité" (FPS). Le travail du projet *Countering Militarised Masculinities, Mobilising Men for Feminist Peace* a été guidé par les contributions de Madeleine Rees, Ray Acheson, Jenny Aulin, Genevieve Riccoboni et Maria Butler (tout.e.s de WILPF International), ainsi que par un groupe consultatif de recherche, dont les membres comprenaient: Jennifer Bruno Rodriguez (Secrétariat mondial de MenEngage); David Duriesmith (Université de Sheffield, Royaume-Uni); Lotsmart Fonjong (Université de Cincinnati, États-Unis); Mpiwa Mwangiro (Sonke Gender Justice & MenEngage Africa); Henri Myrntinen (consultant); Maria Rashid (University College London, Royaume-Uni); Kopano Ratele (Université de Stellenbosch, Afrique du Sud); et des participant.e.s de WILPF: Maria Butler, Dean Peacock et Genevieve Ricoboni (Secrétariat international); Veronica Alcalde (WILPF Colombie, LIMPAL); Guy Feugap (WILPF Cameroun); et Hareer Hashim (WILPF Afghanistan).

---

<sup>1</sup> Voir <https://www.wilpf.org/mobilising-men-for-feminist-peace/discover/>

# 01

## INTRODUCTION

# 02

## CONTEXTES

- 2.1 L'empreinte coloniale de l'extraction et de l'exploitation
- 2.2 Concentration du pouvoir
- 2.3 Organisation de la force
- 2.4 Vers une paix féministe?

# 03

## CONSTATS

- 3.1 Exploitation économique et griefs anglophones
- 3.2 Dépossession des terres et crise masculinisée
- 3.3 Crise de la gouvernance et autorité masculine
- 3.4 Économie politique de la mobilisation militaire
- 3.5 Masculinités violentes et motivations des hommes à se battre
- 3.6 Recrutement forcé et vulnérabilité des hommes
- 3.7 Souffrance et violence genrées
- 3.8 Réponse humanitaire et binarité de genre

# 04

## HOMMES ET PAIX FÉMINISTE: ORIENTATIONS DU TRAVAIL

- 4.1 Soutenir l'activisme féministe pour la paix et la justice
- 4.2 S'appuyer sur l'évolution des relations entre les genres
- 4.3 Faciliter la démilitarisation
- 4.4 Remédier aux spécificités de genre de la souffrance et du traumatisme
- 4.5 Œuvrer en faveur d'une réforme institutionnelle et d'une responsabilité politique

# 01

## INTRODUCTION

### Depuis 2016, les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (NOSO) du Cameroun sont en proie à un conflit armé entre une série de groupes antigouvernementaux et l'armée camerounaise.

Le conflit a commencé par un ensemble de revendications soulevées par des avocat·e·s, des enseignant·e·s et des membres de syndicats contre la nomination de juges et d'enseignant·e·s francophones dans les régions anglophones, et par des manifestations pacifiques contre l'imposition plus large d'une autorité centralisée sur les cadres du droit coutumier et de la *common law*. Mais il s'est rapidement transformé en conflit militarisé. Un rapport de 2019 du *Centre for Human Rights and Democracy in Africa* est sans équivoque:

*La population anglophone de la République du Cameroun vit une catastrophe en matière de droits humains dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest du pays, où vivent la plupart des Camerounais·es anglophones. Bien qu'il y ait des différends et des conflits dans ces régions depuis*

*des décennies, il y a eu une forte escalade de la violence grave, de la criminalité et des violations des droits humains depuis le début de la crise à la fin de 2016.*<sup>2</sup>

Mais la crise qui se déroule au Cameroun reste mal comprise et largement négligée. Comme l'indique clairement une étude réalisée en 2020 par le *Cameroon Conflict Research Group*, basé à la Faculté de droit de l'Université d'Oxford au Royaume-Uni, "malgré les rapports répétés de massacres et les images récurrentes montrant des enfants et des parents dans des fosses communes, la réponse internationale a été manifestement limitée".<sup>3</sup>

Cette négligence est encore plus marquée lorsqu'il s'agit de comprendre les dimensions de genre du conflit armé, qu'il s'agisse de ses causes immédiates ou plus profondes, ou de l'éventail de ses répercussions.

Depuis sa création en 2014, WILPF Cameroun a exploré différentes façons de mettre en œuvre efficacement l'agenda Femmes, Paix et Sécurité (FPS) dans le contexte du Cameroun. Reconnaisant que des progrès sur cet agenda ne puissent être réalisés sans une compréhension plus claire des dimensions de genre du conflit armé actuel,

<sup>2</sup> CHRDA (2019). *Cameroon's Unfolding Catastrophe: Evidence of Human Rights Violations and Crimes against Humanity*. Quebec, Canada: Centre for Human Rights and Democracy in Africa, Raoul Wallenberg Centre for Human Rights. p6

<sup>3</sup> Willis, R, J Angove, C Mbinkar and J McAuley (2020). "We Remain Their Slaves": Voices from the Cameroon Conflict. Oxford, RU: University of Oxford, Faculty of Law. p4

WILPF Cameroun, en collaboration avec le réseau national de *MenEngage Alliance* au Cameroun et les Organisations de la Société Civile (OSC) locales dans trois régions cibles du pays, à savoir l'Est, l'Ouest et le Nord-Ouest, a développé une étude de recherche pour examiner les causes, les composantes et les conséquences des masculinités militarisées dans le conflit armé actuel.

L'étude visait à répondre à deux questions clés:

- Quelles sont les causes et les manifestations de la masculinité militarisée au Cameroun?
- Quelles sont les stratégies utilisées pour contrer les masculinités militarisées et mobiliser les hommes pour une paix féministe?

De juillet à décembre 2021, la collecte de données a été effectuée dans trois régions, l'Est, l'Ouest et le Nord-Ouest, avec un total de 201 personnes, 103 femmes et 98 hommes, provenant d'OSC, de chefs communautaires, y compris de chefs traditionnels et de chefs religieux, d'autorités administratives, de groupes armés étatiques (GAE) et de groupes armés non étatiques (GANE).

<sup>4</sup> Le terme «chef» sera laissé au masculin dans ce rapport afin de ne pas masquer la réalité qu'il existe qu'une très petite minorité de femmes cheffes communautaire, traditionnelles et religieuses. Il en est de même pour le terme «leader» et «dirigeant».

<sup>5</sup> WILPF Cameroon (2022). *Engaging Men And Boys For Peacebuilding In Cameroon*. Yaoundé, Cameroon: Women's International League for Peace and Freedom.

Plus précisément, les données ont été collectées auprès:

- D'une étude documentaire des rapports existants sur les questions liées à la masculinité au Cameroun
- Des représentant·e·s de 44 Organisations de la Société Civile (OSC)
- 15 Groupes de Discussions (FGDs) avec un total de 174 participant·es, 79 hommes et 95 femmes
- 56 entretiens avec des chefs communautaires, 28 chefs traditionnels et 28 chefs religieux<sup>4</sup>
- 18 entretiens avec des autorités administratives (14 hommes et 4 femmes)
- 12 entretiens avec des Groupes Armés Étatiques (SAG) (11 hommes et 1 femme) et 9 hommes des Groupes Armés Non-Étatiques (NSAG)
- 8 dialogues de solidarité avec un total de 198 participant·e·s (103 hommes et 95 femmes)
- 2 ateliers de formation pour les collecteur·ice·s de données et un atelier de validation

La collecte des données a été préparée et analysée par une équipe de deux consultant·e·s, Michel Ndongo Kitio et Laura

<sup>6</sup> Kaushal, T (2020). *Contextually Engendering Conflict Analysis: The Case of Anglophone Conflict in Cameroon*. Gender Centre Working Paper 11. Genève, Suisse: Gender Centre, The Graduate Institute of International and Development Studies.

<sup>7</sup> Fonjong, L (2022). *Friends or Foes: Men, Access to Land, Gender Relations and Conflict in Anglophone Cameroon*. Background paper for WILPF-MenEngage Initiative to Counter Militarised Masculinities and Mobilise Men for Feminist

Berka Nfomi, avec le soutien de Dean Peacock de WILPF International, et de Delphine Brun, conseillère inter-agences sur le genre dans l'action humanitaire (GenCap). Le rapport final de cette étude a été rédigé par Guy Feugap, Sylvie Ndongmo, Michel Ndongo Kitio et Laura Berka Nfomi.<sup>5</sup>

En outre, WILPF Cameroun a commandé deux études supplémentaires pour compléter cette recherche primaire: une étude documentaire de Tanushree Kaushal résumant la littérature existante sur l'économie politique des masculinités militarisées,<sup>6</sup> et une étude de Lotsmart Fonjong sur la mesure dans laquelle les hommes de trois groupes sociaux (des chefs traditionnels, du système judiciaire et des communautés locales) ont soutenu ou résisté aux droits des femmes et à l'égalité des genres.<sup>7</sup>

Par ailleurs, Delphine Brun a entrepris une étude de recherche qui fournit des informations indispensables sur la manière dont les garçons adolescents et les hommes font face aux difficultés économiques et psychologiques résultant du conflit armé et sur l'impact de leurs luttes sur les filles et les femmes, ainsi que sur la société dans son ensemble.<sup>8</sup>

Peace. Genève, Suisse: Women's International League for Peace and Freedom.

<sup>8</sup> Brun, D (2022). *A more generous embrace: Why addressing the needs of adolescent boys and men is essential to an effective humanitarian response in Cameroon's North West and South West*. Oslo, Norvège: WILPF, GenCap and NorCap, Juillet 2022.



Les conclusions de ce rapport sont basées sur une analyse documentaire, sur des entretiens avec des informateur·ice·s clés et sur des discussions de groupe avec des garçons adolescents et des hommes. L'analyse documentaire s'est concentrée sur les rapports humanitaires et les études thématiques sur le genre et la protection dans les NOSO. Elle a également porté sur l'examen de 135 propositions de projet élaborées pour les NOSO dans le cadre du Plan de réponse humanitaire 2021. Des entretiens téléphoniques ont été menés avec 26 informateur·ice·s clés de 18 organisations, dont des agences de l'ONU, des ONG internationales et des groupes de la société civile. Les entretiens étaient semi-structurés et se sont concentrés sur la situation des garçons et des hommes adolescents et sur les perceptions de la communauté humanitaire concernant leurs besoins et la manière dont ils sont pris en compte. Les informateur·ice·s clés ont été identifiés sur la base de leur expérience directe en matière de coordination ou de fourniture d'aide humanitaire et de protection sur le terrain, tout en veillant à ce qu'ils représentent une variété de secteurs.

En outre, deux groupes de discussion ont été organisés à Bamenda et à Yaoundé avec des garçons adolescents et des hommes déplacés des deux régions.

Dans une note au début de son rapport de recherche, Brun "reconnait l'importance de mener une analyse de genre et de développer une réponse incluant tous les genres", mais reconnaît également que le rapport est centré "sur le binaire femme/homme", étant donné le manque d'informations sur les personnes LGBTIQ+ dans les NOSO.<sup>9</sup>

Le présent rapport est lui aussi centré sur le binaire femme/homme, ce qui reflète les limites des analyses de genre utilisées à la fois dans les documents de recherche disponibles et dans les interventions humanitaires actuelles, qui sont structurées autour du binaire femme/homme et prennent rarement en compte les besoins et les droits des personnes dont la sexualité et l'identité de genre ne sont pas normatives. De même, ce rapport reconnaît le besoin urgent de développer une meilleure compréhension des façons dont les genres et les sexualités non normatifs sont impliqués dans les liens entre la masculinité, le militarisme et les conflits armés au Cameroun; c'est un travail qui reste à faire.

Ce rapport de synthèse rassemble les résultats, les idées et les recommandations des études de recherche et de l'analyse documentaire susmentionnées, afin de présenter une vue d'ensemble des dimensions et des déterminants de

genre du conflit armé actuel, et d'esquisser des orientations pour le travail de mobilisation des hommes en faveur d'une paix féministe. Ce faisant, le rapport cherche à explorer les complexités de ces dimensions et déterminants de genre, afin de mieux comprendre comment les questions de masculinité sont liées non seulement aux attitudes et comportements des hommes dans les conflits armés, mais aussi aux forces politiques et économiques qui alimentent et façonnent ces conflits. La tendance d'une grande partie de la recherche universitaire sur les questions de masculinité, ainsi que sur les programmes d'égalité des genres avec les hommes et les garçons, à se concentrer par défaut sur les attitudes et les comportements au niveau individuel, et à mettre l'accent sur un concept mal défini de "culture" pour rendre compte de ces attitudes et comportements, continue de faire l'objet de débats et de critiques.<sup>10</sup>

Une étude réalisée en 2018 par *International Center for Research on Women (ICRW)* sur les programmes d'engagement masculin en faveur de l'équité entre les genres et de l'autonomisation des femmes a conclu que "la plupart des programmes d'engagement masculin se concentrent sur le niveau individuel—certains travaux étant également réalisés au niveau communautaire—sans aborder

<sup>9</sup> Brun, D (2022). p8

<sup>10</sup> Greig, A and M Flood (2020). *Work with Men and Boys for Gender Equality: A Review of Field Formation, the Evidence Base and Future Directions*. New York, NY: UN Women.

les structures plus larges du patriarcat au sein desquelles les individus et les relations opèrent"<sup>11</sup>. La nécessité d'examiner plus en détail ces "structures plus larges" est particulièrement pressante lorsqu'il s'agit de mobiliser les hommes pour une paix féministe car, comme le montre clairement le cas du Cameroun, les liens entre les masculinités patriarcales et les conflits armés sont profondément enchevêtrés avec des forces et des facteurs structurels. Ce rapport rassemble les résultats d'une série d'études pour mettre en lumière ces enchevêtrements, en soulignant la façon dont les questions de masculinité sont impliquées dans les moteurs structurels du conflit armé au Cameroun. Il s'agit notamment de griefs de longue date concernant la gouvernance centralisée et la légitimité politique, ainsi que les inégalités économiques engendrées par la dépossession des terres et une économie basée sur l'extraction des ressources au profit des élites nationales et des sociétés transnationales. Le fait que ces griefs, et les réponses qui y sont apportées, aient été à la fois masculinisés et militarisés, est lui-même lié à l'histoire de la violence coloniale au Cameroun, ainsi qu'à l'exploitation de la main-d'œuvre et à l'extraction des ressources que cette violence a permis d'assurer.

Les perspectives d'une paix féministe dépendent d'une vision claire des dimensions de genre de ces forces économiques et politiques qui alimentent les conflits armés et le militarisme en général, ainsi que de leurs manifestations dans les attentes culturelles de la virilité et les comportements des hommes et des garçons eux-mêmes.

Au Cameroun, comme ailleurs, une telle vision montre clairement que les hommes et les garçons sont pris dans les conflits armés de façons nombreuses et variées, non seulement en tant que combattants, mais aussi en tant que cibles et victimes. Une vision de la paix féministe doit tenir compte de cette complexité de l'expérience genrée du conflit, afin de mobiliser les hommes en solidarité avec les femmes pour s'attaquer aux causes sous-jacentes de la violence militarisée et du militarisme masculinisé. Ces causes sous-jacentes, et ce qu'elles suggèrent en termes de travail avec les hommes et les garçons pour faire avancer la cause de la paix féministe au Cameroun, font l'objet de ce rapport.

---

<sup>11</sup>ICRW (2018). *Gender Equity and Male Engagement: It Only Works When Everyone Plays*. Washington DC: International Center for Research on Women. p92



# 02

## CONTEXTES

### La construction d'une paix féministe, au Cameroun comme ailleurs, dépend du développement d'une compréhension commune de la nature, des causes et des impacts des conflits armés, qui soit attentive aux complexités et aux spécificités liées au genre.

Dans une perspective féministe intersectionnelle, ces complexités liées au genre sont elles-mêmes toujours enchevêtrées avec d'autres relations et structures de pouvoir, telles que l'exploitation économique. Pourtant, les comptes rendus du conflit au Cameroun, pour autant qu'ils aient reçu une quelconque attention, ont eu tendance à s'appuyer sur un cadre binaire réducteur, le dépeignant comme un conflit entre deux groupes de personnes linguistiquement définis et culturellement distincts: Anglophones contre Francophones. Ce cadre a pris de l'ampleur au cours du conflit, dont la logique oppositionnelle a conduit les groupes et les voix les plus radicaux du côté anti-gouvernemental à plaider en faveur d'une indépendance totale, en invoquant la logique des peuples distincts pour faire avancer leurs revendications.

---

<sup>12</sup> Kaushal, T (2020).

<sup>13</sup> Willis, R, J Angove, C Mbinkar and J McAuley (2020). p4

Cette présentation binaire de groupes linguistiques distincts aux intérêts divergents a également convenu aux messages du gouvernement, qui a cherché à dépeindre les groupes d'opposition comme totalement illégitimes.<sup>12</sup>

Le document de recherche 2020 du *Cameroon Conflict Research Group* met à nu le caractère réducteur de ce cadre binaire. Comme il le souligne, "contrairement aux premières impressions, il ne s'agit pas simplement d'un conflit culturel entre l'État francophone et les minorités anglophones".<sup>13</sup>

Au contraire, "le conflit camerounais porte sur la marginalisation socio-économique, l'inégalité d'accès aux ressources et aux opportunités, et les niveaux flagrants de déséquilibre des pouvoirs" qui "impliquent un ensemble beaucoup plus large de parties prenantes qui ont des niveaux de pouvoir nettement différents" <sup>14</sup>

Comme le montre une analyse récente du règlement politique postcolonial, ces déséquilibres de pouvoir sont eux-mêmes enracinés dans l'histoire des manœuvres politiques des élites francophones et anglophones, qui ont donné lieu à:

---

<sup>14</sup> Ibid. p4

plus de cinquante ans de frustration de la part de nombreux Camerounais·es anglophones qui accusaient le gouvernement dominé par les francophones de saper le caractère biculturel du pays issu de l'union entre le British Southern Cameroons et la République du Cameroun le 1er octobre 1961.<sup>15</sup>

Cette histoire politique, et les inégalités économiques qu'elle a engendrées, sont également distinctes selon le genre, comme le montre clairement l'analyse documentaire de l'étude de recherche de WILPF au Cameroun:

En étudiant le conflit au Cameroun, nous voyons comment le passé est réinventé et réutilisé dans le présent par différents groupes d'intérêt comme mode de création d'une identité propre vis-à-vis de l'autre. Cela montre comment le présent est entrecoupé par le passé et les interprétations du passé, une histoire qui est généralement racontée du point de vue des acteurs masculins et des voix masculines.<sup>16</sup>

Découvrir les complexités de genre du conflit armé au Cameroun est une étape nécessaire pour progresser vers une paix féministe durable. Pour ce faire, il faut commencer par comprendre les contextes qui ont façonné ces complexités, comme nous le verrons ci-dessous.

---

<sup>15</sup> Takougang, J and L Fonjong (forthcoming). *A Historical Reappraisal of the Fouban Constitutional Conference and Its Contribution to the 2016 Anglophone Crisis in Cameroon*. (en cours de révision)

<sup>16</sup> Kaushal, T (2020). p4

# 2.1

## L'“EMPREINTE COLONIAL” DE L'EXTRACTION ET DE L'EXPLOITATION

**Dans leur récente étude de ce qu'ils appellent la "politique des opérations" du capitalisme contemporain, Mezzadra et Neilson soulignent la pertinence persistante des histoires coloniales d'extraction et d'exploitation.**

C'est ce qu'ils appellent "l'empreinte coloniale", qui se manifeste dans les opérations du capital national et transnational:

*L'empreinte coloniale est ancrée dans les pratiques et les techniques d'extraction et devient particulièrement évidente lorsque de nouveaux champs et de nouvelles carrières sont ouverts dans les paysages et les feuilles de calcul du capital contemporain. La violence de cette ouverture se manifeste souvent dans les controverses autour des droits de propriété et des droits fonciers.<sup>17</sup>*

«Les controverses entourant les droits de propriété et les droits fonciers» continuent d'être d'une importance capitale dans le conflit armé au Cameroun. À ce stade, il est important de noter que ces controverses ont des racines profondes dans l'histoire coloniale, qui se sont ramifiées dans l'économie politique postcoloniale du pays.

L'"empreinte coloniale" qui marque l'expérience camerounaise du capitalisme contemporain est évidente dans les «pratiques et techniques d'extraction» concernant à la fois la terre et le travail, une empreinte dont les effets structurels continuent de façonner le conflit armé actuel.

D'abord colonisé par l'Allemagne en 1884, le territoire du Cameroun contemporain a ensuite été divisé entre les forces coloniales françaises et britanniques en 1916. Le territoire camerounais sous administration française a accédé à l'indépendance et est devenu la République du Cameroun le 1er janvier 1960. Les territoires sous administration britannique, connus respectivement sous le nom de *Northern Cameroons* (Cameroun septentrional) et *Southern Cameroons* (Cameroun méridional), ont été gouvernés en tant que partie de la colonie britannique du Nigeria jusqu'en 1954, date à laquelle le Cameroun méridional a été reconnu comme une entité distincte au sein du Nigeria. À la suite de l'indépendance accordée à l'ancien territoire sous administration française, les Nations Unies ont organisé un plébiscite en 1961, qui a donné aux anciennes colonies britanniques deux options: l'union avec la République fédérale du Nigeria nouvellement indépendante ou l'union avec la République du Cameroun nouvellement formée.

<sup>17</sup> Mezzadra, S and B Neilson (2019). *The Politics of Operations: Excavating Contemporary Capitalism*. Durham, NC: Duke University Press. p142

## 2.1

L'option de l'indépendance pour le Nord et le Sud du Cameroun a été rejetée par les Britanniques et n'a pas été présentée comme une alternative. Le 11 février 1961, le Cameroun septentrional a voté en faveur de l'adhésion au Nigeria et le Cameroun méridional a voté en faveur de l'adhésion à la République du Cameroun. Ce passage des territoires coloniaux à un État centralisé postcolonial est marqué par une continuité des relations et des opérations d'extraction. L'objectif de la conquête coloniale était d'extraire de la valeur du territoire conquis. Comme le notent Willis et al:

*Les forces coloniales allemandes s'appuyaient fortement sur le travail forcé des populations africaines, ce qui faisait fortement écho à l'institution de l'esclavage qui était censée avoir été abolie. [...] Afin de maximiser les profits des plantations industrielles contrôlées par les colonies, les colonisateurs allemands ont activement encouragé la capture de personnes dans certaines parties du Cameroun méridional, et ont fourni des armes et des incitations financières aux élites pour accélérer le processus.*<sup>18</sup>

La réorganisation forcée des relations entre la terre et le travail à des fins d'extraction de richesses, commencée à l'époque coloniale, se poursuit encore aujourd'hui,

notamment dans le cadre des acquisitions de terres à grande échelle par des sociétés étrangères, dont les liens avec le conflit armé sont examinés dans la section suivante.

Cette continuité, précisent Willis et al, "devrait nous inciter à réfléchir aux parallèles entre les structures historiques de l'esclavage et les structures modernes du commerce, toutes deux fondées sur des relations économiques hiérarchiques et d'exploitation".<sup>19</sup>

Ces relations sont évidentes dans le contrôle international des ressources naturelles du Cameroun.<sup>20</sup>

L'économie politique du Cameroun reste profondément liée aux anciennes puissances coloniales. Après la Chine, la France reste le deuxième partenaire commercial du Cameroun. Le franc centrafricain (CFA), contrôlé par la France, est la monnaie nationale; non seulement le CFA est directement lié à l'euro, mais il est garanti par le Trésor français, et environ la moitié des recettes étrangères de tous les États CFA est déposée directement auprès du Trésor français. Les gouvernements britanniques post-Brexit ont cherché à «conclure de nouveaux accords commerciaux avec le Cameroun pour s'assurer qu'il y ait un minimum de

perturbations lorsque la Grande-Bretagne arrive au terme de l'accord de partenariat économique de libre-échange que le pays a conclu avec l'UE». <sup>21</sup>

Le gouvernement britannique a également été étroitement impliqué dans la négociation de l'implication de la société pétrolière et gazière New Age, basée à Londres, dans le développement des champs gaziers d'Etinde, juste au large de la côte anglophone du sud-ouest du Cameroun. Ce développement continue d'être un point chaud du conflit armé en cours, les forces anti-gouvernementales affirmant qu'il s'agit d'un «vol des ressources anglophones par la Grande-Bretagne et l'administration Biya». <sup>22</sup>

Quant à l'Allemagne, elle a fourni au Cameroun la somme la plus importante au monde en matière de financement bilatéral de la coopération au développement (100 millions d'euros de 2017 à 2019).

Les tendances macroéconomiques ont intensifié l'enchevêtrement du Cameroun avec les intérêts des entreprises transnationales et les pratiques extractives néocoloniales des gouvernements étrangers.

<sup>18</sup> Willis, R, J Angove, C Mbinkar and J McAuley (2020). p11

<sup>19</sup> Ibid. p23

<sup>20</sup> Ce contrôle comprend des opérations menées par des sociétés britanniques telles que New Age, BowLeven et

Victoria Oil & Gas; la société anglo-française Perenco; la société chinoise Addax Petroleum Cameroon Company (investie par l'État); et des bailleurs de fonds américains tels que Sculptor Capital/Och-Ziff qui détiennent des participations importantes dans le secteur du pétrole et du gaz. Voir Willis, R, J Angove, C Mbinkar and J McAuley

(2020).

<sup>21</sup> Willis, R, J Angove, C Mbinkar and J McAuley (2020). p62

<sup>22</sup> Ibid. p63



## 2.1

L'investissement dans les infrastructures pour soutenir cette économie extractive a conduit la Chine à devenir le plus grand créancier du Cameroun. Comme le soulignent Willis et al:

*La Chine est devenue le plus grand fournisseur de construction de routes dans le pays, et a été impliquée dans des projets à grande échelle, tels que le financement de la construction d'un nouveau port dans la ville de pêche de Kribi, qui, de l'avis de la plupart des experts, sera le plus grand port en eau profonde de la région.*<sup>23</sup>

Les politiques d'ajustement structurel imposées par les exigences de prêt du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale ont non seulement réduit de manière significative les dépenses publiques, mais ont également conduit à la privatisation d'une série d'entreprises publiques et ont facilité une série d'acquisitions foncières à grande échelle par des conglomérats étrangers.

Comme l'expliquent Fonjong et al, cette dépossession des terres a longtemps été un moyen non seulement d'extraire des richesses, mais aussi de centraliser le pouvoir de l'État.<sup>24</sup>

Dans les premières années de la République du Cameroun nouvellement formée, le gouvernement a exproprié des terres dans la division de Mungo, au sein des régions anglophones du Nord-Ouest et Sud-Ouest, pour créer les plantations de l'Organisation camerounaise de la banane (OCB) et stimuler l'économie locale, en partie dans le but de déstabiliser le soutien local aux groupes nationalistes anglophones, qui utilisaient cette partie de Mungo comme leur bastion. À la fin des années 1980, lorsque les politiques d'ajustement structurel se sont imposées, les plantations de l'OCB ont été vendues aux Plantations de Haut Penja (PHP), basées en France, sans consultation des communautés locales.<sup>25</sup>

Fonjong note que ces expériences de dépossession et de privatisation des terres sont devenues une source croissante de griefs pour les communautés anglophones et les formations nationalistes anglophones anti-gouvernementales: «Les nationalistes [...] considèrent les agro-investissements à grande échelle comme une forme de recolonisation et de contrôle étranger».<sup>26</sup>

La dynamique de genre de la dépossession et de la privatisation des terres, ainsi que leurs liens avec le conflit armé qui s'est déroulé au Cameroun au cours des six dernières années, seront examinés plus en détail dans la section suivante. Pour comprendre ces liens, cependant, il est important de noter deux autres contextes, qui opèrent à la fois comme conditions et effets des relations sociales d'extraction et d'exploitation discutées ci-dessus, à savoir la concentration du pouvoir et l'organisation de la force au service de ce pouvoir.

<sup>23</sup> Ibid. p76

<sup>24</sup> Fonjong, L, I Sama-Lang, L Fombe and C Abonge (2016). *Land governance and women's rights in large-scale land acquisitions in Cameroon. Development in Practice* 26(4): 420-430.

<sup>25</sup> Fonjong, L, I Sama-Lang, L Fombe and C Abonge (2016).

<sup>26</sup> Fonjong, L (2017). *Left out but not backing down: exploring women's voices against large-scale agro-plantations in Cameroon. Development in Practice* 27(8): 1114-1125. p1115

# 2.2

## CONCENTRATION DU POUVOIR

**Les relations coloniales et néocoloniales d'extraction favorisent une concentration du pouvoir, nécessaire pour organiser et légitimer l'exploitation de la terre et du travail et le transfert des richesses vers le haut (vers les élites) et vers l'extérieur (vers les pays étrangers et les entreprises).**

Le *Cameroon Conflict Research Group*, basé à l'Université d'Oxford au Royaume-Uni, souligne les continuités entre le «courtage» des élites de la période coloniale et de la période post-coloniale. Il y a des différences dans les produits qui sont extraits, mais le rapport 2020 indique clairement que «ce qui reste perturbant et constant, cependant, c'est la structure de l'exploitation».<sup>27</sup>

Comme le note le rapport:

L'accès à l'extraction du pétrole et du gaz est négocié avec profit par les élites camerounaises pour le plus grand bénéfice des acteurs internationaux—cette pratique partage une forme fondamentale avec celle selon laquelle

les populations ont été enlevées au Cameroun par les élites locales pour le bénéfice final des Européens.<sup>28</sup>

La conquête coloniale a fondamentalement modifié l'économie morale de l'autorité, incarnée par l'institution de la chefferie. «Avant la colonisation, les chefs étaient les gardiens des communautés rurales et de leurs biens, et les interprètes des coutumes indigènes», précisent Fonjong et al.<sup>29</sup>

*Dans cette économie morale, «le chef, en tant que leader (et non souverain) de son peuple et de sa terre, jouit d'une autorité qui découle de sa haute moralité, de ses pouvoirs sacrés et mystiques lui permettant d'accomplir des rites et d'invoquer le jugement et les bénédictions des ancêtres».*<sup>30</sup>

Sous le régime colonial, le chef, directement ou indirectement, est devenu un agent de l'économie politique émergente d'extraction des richesses et d'exploitation de la main-d'œuvre.

Il y avait des différences dans les pratiques coloniales, dont les héritages ont affecté les griefs des communautés anglophones dans le conflit armé actuel.

<sup>27</sup> Willis, R, J Angove, C Mbinkar and J McAuley (2020). p23

<sup>28</sup> Ibid. p12

<sup>29</sup> Fonjong, L, I Sama-Lang, L Fombe and C Abonge (2016). p425

<sup>30</sup> Fonjong, L (2022).



## 2.2

Comme le souligne Kaushal:

*Le droit et l'administration britanniques étaient largement pratiqués pour donner plus de place aux chefs autochtones dans l'exercice de leurs fonctions exécutives et judiciaires. Alors que les Français employaient également des chefs dans leur administration, leur exercice du pouvoir à travers les chefs était plus direct et visible, ce qui menaçait la position du chef en tant qu'autorité autochtone digne de confiance parmi la population locale.*<sup>31</sup>

Ces différences «ont donné une plus grande autorité et légitimité aux chefs dans le Cameroun britannique par rapport au Cameroun français»,<sup>32</sup> alimentant le ressentiment anglophone lorsque cette autorité «traditionnelle» a été sapée par les administrations successives de l'État postcolonial et ses efforts de centralisation du pouvoir. Les effets structurels de cette centralisation ont été profonds et continuent d'alimenter et de façonner le conflit armé actuel, notamment sous la forme d'une politique clientéliste et d'une impunité des élites. La chefferie précoloniale reposait sur des relations de mutualité et de responsabilité entre le gouvernement et les gouverné·e·s.

Comme l'observe Fonjong, «la violation du serment sacré et de la confiance entre le chef et son peuple et vice-versa entraînait souvent de lourdes conséquences et le jugement des ancêtres».<sup>33</sup> Après la conquête coloniale, les chefs sont devenus les clients et les agents d'une autorité extérieure qui n'avait fondamentalement aucun compte à rendre au peuple sur lequel elle régnait; loin d'être des sujets politiques, le "peuple" était essentiellement un facteur de production dans une économie politique d'extraction et d'exploitation. Ces politiques clientélistes et l'impunité des élites continuent d'être des caractéristiques de la gouvernance post-coloniale du Cameroun.<sup>34</sup>

Cette tendance centralisatrice a été accélérée par la découverte de pétrole et d'autres ressources naturelles dans le Cameroun de l'Ouest, et par le désir des autorités fédérales de contrôler les bénéfices de leur extraction sans ingérence des autorités (anglophones) de Buea. En 1966, le président Ahidjo impose le régime du parti unique avec la création de l'Union nationale camerounaise (UNC) comme seul parti politique légal, interdisant du même coup trois partis politiques au Cameroun occidental. En 1972, il propose d'abolir la constitution fédérale elle-même et de remplacer la

République fédérale par un État unitaire, appelé République unie du Cameroun. Cette décision a été ratifiée à une écrasante majorité lors d'un référendum organisé la même année. En vertu de la nouvelle constitution, le Cameroun occidental a été divisé en deux provinces (Nord-Ouest et Sud-Ouest), qui sont le théâtre du conflit actuel. Dans ce nouvel État unitaire, le président se voit accorder des pouvoirs accrus. Plus symboliquement, l'étoile représentant la minorité anglophone est retirée du drapeau national.<sup>35</sup>

Comme le confirme Kaushal:

*Les mouvements sécessionnistes anglophones sont apparus peu après l'abolition du fédéralisme en 1972. Toutefois, ils ont acquis une certaine notoriété et une plus grande popularité dans les années 1990, période au cours de laquelle ils ont représenté un large éventail de griefs de la population anglophone du Cameroun.*<sup>36</sup>

<sup>31</sup> Kaushal, T (2020). p5

<sup>32</sup> Ibid. p5

<sup>33</sup> Fonjong, L (2022).

<sup>34</sup> Takougang, J and L Fonjong (forthcoming). A Historical Reappraisal of the Fouban Constitutional Conference and Its Contribution to the 2016 Anglophone Crisis in Cameroon. (enc ours de révision)

<sup>35</sup> Willis, R, J Angove, C Mbinkar and J McAuley (2020).

<sup>36</sup> Kaushal, T (2020). p6

# 2.3

## ORGANISATION OF FORCE

**Les recherches qui existent sur la violence et les souffrances subies depuis le début du conflit armé au Cameroun sont sans équivoque: «Les preuves contenues dans ce rapport permettent de conclure que des crimes contre l'humanité ont été perpétrés.»<sup>37</sup>**

Ce rapport du Centre pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique conclut que «la population anglophone de la République du Cameroun vit une catastrophe en matière de droits humains dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest du pays», soulignant que «les groupes de défense des droits humains et les organisations internationales ont fait état d'une détérioration des conditions politiques, humanitaires et sécuritaires à la suite d'exécutions extrajudiciaires, de tortures, d'arrestations arbitraires, de graves privations de liberté et de déplacements massifs de populations civiles.»<sup>38</sup>

Les continuités avec l'ère coloniale sont, une fois de plus, remarquables. La conquête coloniale, par définition, était coercitive. La répression française des mouvements

<sup>37</sup> CHRDA (2019). p12

<sup>38</sup> Ibid. p6

anticoloniaux s'est traduite par «des détentions arbitraires massives, des tortures et des exécutions extrajudiciaires de civils soupçonnés d'être des collaborateurs».<sup>39</sup>

Même après l'indépendance, «la France a contrôlé l'armée et la police camerounaises jusqu'en 1965 et a poursuivi une campagne de torture, d'exécutions extrajudiciaires massives et même de bombardements aériens contre les populations civiles afin d'écraser le sentiment anti-français».<sup>40</sup> L'organisation et le déploiement de la force pour maintenir l'autorité centralisée se sont poursuivis dans le présent postcolonial et sont directement liés à l'économie politique de l'extraction et de l'exploitation et à ses politiques de clientélisme et d'impunité.

Cette organisation de la force militaire devrait également être comprise en relation avec la géopolitique plus large de l'intervention militaire à l'appui de la gouvernance néocoloniale et de ses intérêts corporatifs. Comme l'indique clairement le rapport d'étude de WILPF Cameroun, «L'armée camerounaise soutient les efforts américains contre Boko Haram et contrôle la circulation illicite des armes dans la région» et, à son tour, le financement et l'entraînement militaires des États-Unis,

<sup>39</sup> Ibid. p71

<sup>40</sup> Ibid. p71

## 2.3

de la France et d'Israël sous l'égide de la guerre contre le terrorisme a «capturé et ancré la notion de masculinités au Cameroun dans un contexte militarisé, dans lequel l'action violente et organisée est récompensée».<sup>41</sup>

Rien qu'en 2015, juste avant les manifestations antigouvernementales, dont la répression brutale a alimenté le déclenchement du conflit armé, l'administration Obama a fourni au moins 111 millions de dollars d'aide à la sécurité et à l'armée, suivis de 19 millions de dollars supplémentaires pour la formation et l'équipement antiterroristes. La même année, 300 militaires américains et des équipements de haute technologie, tels que des drones, ont été déployés dans les régions septentrionales du Cameroun.<sup>42</sup>

Le financement militaire externe par la France, Israël, le Royaume-Uni et les États-Unis d'unités d'élite au sein des forces armées camerounaises, leur fournissant des salaires plus élevés et de meilleures installations et équipements que les autres unités, a contribué à légitimer l'utilisation de la force coercitive pour réprimer les protestations antigouvernementales. Ces unités d'élite ont été impliquées dans certaines des pires violations des droits humains et sont également directement déployées pour protéger les intérêts

de l'industrie pétrolière et gazière contre les manifestant·e·s.<sup>43</sup> Le rapport d'étude de WILPF Cameroun souligne que:

*Cela s'inscrit dans une approche plus large des acteurs internationaux qui promeut des formes particulières de virilité qui valorisent le militarisme, le néolibéralisme, l'approche extractive de la terre par rapport aux idées et pratiques sur la virilité et la citoyenneté qui sont fondées sur le collectivisme, le souci de la terre, ou qui promeuvent les égalitarismes et soutiennent les droits des femmes au Cameroun.*<sup>44</sup>

La guerre mondiale contre la terreur menée par les États-Unis a également servi de cadre de légitimation pour la répression militaire organisée de la dissidence politique au Cameroun. Les manifestations initiales de 2016 qui ont déclenché le conflit actuel étaient pacifiques et menées par des groupes de professionnel·elle·s tels que des avocat·es et des enseignant·es. Le rapport d'étude de WILPF Cameroun note que ces manifestations pacifiques «ont été suivies par l'emprisonnement de militants modérés et non violents qui étaient pro-fédéralistes au sein de l'État camerounais».<sup>45</sup> Comme le rapporte le Centre pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique, la violence croissante dans les deux régions anglophones en réponse à cette répression des

manifestations pacifiques, a rapidement dépassé la capacité de la police et de la gendarmerie à gérer la détérioration de la situation sécuritaire. En septembre 2017, le gouvernement a déclaré l'état d'urgence et mis en œuvre la loi martiale dans les régions (anglophones) du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, assimilant les manifestant·es à des «terroristes»<sup>46</sup>

L'impunité caractéristique de la violence coloniale persiste. «Il y a eu impunité pour les actions de l'État et des réponses hostiles, souvent agressives, aux organisations de la société civile nationale et aux défenseur·e·s des droits humains».<sup>47</sup> Cette impunité est également ancrée dans l'économie géopolitique de l'extraction et de l'exploitation.

Le Centre pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique insiste sur le fait que «la pression internationale, franche et claire, est nécessaire pour mettre fin aux violations des droits humains, pour créer des moyens crédibles et efficaces de demander des comptes aux responsables et pour encourager le gouvernement camerounais à œuvrer en faveur de la paix».<sup>48</sup> Jusqu'à présent, ces pressions n'ont pas été couronnées de succès.

<sup>41</sup> WILPF Cameroun (2022) p.21 [Version française]

<sup>42</sup> Ibid.

<sup>43</sup> Willis, R, J Angove, C Mbinkar and J McAuley (2020).

<sup>44</sup> WILPF Cameroun (2022) p.21 [Version française]

<sup>45</sup> WILPF Cameroun (2022) p.21 [Version française]

<sup>46</sup> CHRDA (2019). p26

<sup>47</sup> Ibid. p12

<sup>48</sup> Ibid. p12

## 2.3

Comme le soulignent Willis et al, «un point de vue plus cynique pourrait attribuer l'incapacité de certains acteurs internationaux à dénoncer tous les torts de l'État camerounais à des motivations économiques, afin de maintenir l'accès aux abondantes ressources naturelles du Cameroun». <sup>49</sup>

Les efforts visant à détourner l'attention des violations des droits humains perpétrées pendant le conflit ont souvent cherché soit à minimiser le niveau et l'impact de la violence étatique, soit à mettre sur un pied d'égalité les actions des forces gouvernementales et antigouvernementales comme étant également coupables de violations des droits humains. Les atrocités perpétrées par les groupes paramilitaires antigouvernementaux, collectivement appelés "mouvement Amba" en référence à leur vision sécessionniste d'une nation anglophone d'Ambazonie, sont de mieux en mieux documentées. Mais une étude indépendante menée par le *Cameroon Conflict Research Group* met en garde contre une fausse équivalence, notant que le mouvement Amba est à la fois mal équipé et mal entraîné.

Il existe également une asymétrie dans la "guerre" de propagande qui accompagne les combats, car «l'État a les moyens de faire connaître certaines versions des événements et les ressources pour faire de ces récits les légitimes». <sup>50</sup> Non seulement le conflit est asymétrique, mais «la violence du mouvement Amba peut être considérée comme ayant émergé en réponse à la violence de l'État, passant des protestations avec des branches pacifiques aux catapultes avec des pierres, puis à une éventuelle résistance armée» <sup>51</sup>

---

<sup>49</sup> Willis, R, J Angove, C Mbinkar and J McAuley (2020). p34

<sup>50</sup> Willis, R, J Angove, C Mbinkar and J McAuley (2020). p42

<sup>51</sup> Ibid. p42



# 2.4

## VERS UNE PAIX FÉMINISTE?

### Compte tenu de ces asymétries et des conditions structurelles de l'économie géopolitique, de la concentration du pouvoir et de l'impunité des élites, qui ont alimenté le conflit armé, quelles sont les perspectives et les voies d'une paix féministe?

La première étape doit consister à mieux comprendre comment les relations, les hiérarchies et les récits de genre sont liés aux conditions structurelles évoquées ci-dessus, ainsi qu'à l'organisation et au déploiement de la force militaire de toutes les parties au conflit.

De même, il est nécessaire de comprendre la "vie" du conflit comme étant, entre autres, une vie genrée, et les utilisations et significations du genre dans l'évolution de la protestation pacifique à la "résistance armée éventuelle", ainsi que les processus par lesquels les civils sont progressivement devenus de plus en plus militarisés. Il s'agit de processus complexes, avec de multiples acteurs et des dynamiques associées. Fin 2018, l'*International Crisis Group* (ICG) a documenté que dix milices séparatistes comptant entre 2 000 et 4 000 de

personnes combattantes, affrontaient non seulement les forces gouvernementales, mais aussi des groupes d'"autodéfense" pro-gouvernementaux ainsi que des gangs criminels dans les zones anglophones, qui ont profité du chaos pour étendre leurs activités"<sup>52</sup>

L'ICG note également le rôle des acteurs diasporiques anglophones, y compris le gouvernement intérimaire d'Ambazonie (le nom putatif de l'État anglophone autoproclamé) et le Conseil de gouvernement d'Ambazonie, qui cherchent à diriger leurs forces depuis l'extérieur du pays. Le Centre pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique avertit que "les groupes de défense armés locaux et certains membres de la diaspora ont attisé les flammes de l'intolérance et de la haine, créant un véritable obstacle à la résolution du conflit par les modérés qui tentent de résoudre la crise".<sup>53</sup> La diaspora anglophone d'Afrique, d'Amérique du Nord et d'Europe a également joué un rôle de propagande clé dans le conflit, en élaborant des récits alternatifs sur le conflit pour contester les comptes-rendus du gouvernement. L'une des premières et principales plateformes médiatiques créées par les forces antigouvernementales, la *Southern Cameroon Broadcasting Corporation* (SCBC), est basée en Afrique du Sud.

<sup>52</sup> Malley, R (2018). *10 Conflicts to Watch in 2019*. Retrieved from <https://www.crisisgroup.org/global/10-conflicts-watch-2019>

<sup>53</sup> CHRDA (2019). p8

## 2.4

Le rôle d'Internet dans ce conflit discursif est essentiel:

*Internet a fourni un champ plus large à travers lequel un large éventail d'intérêts et de demandes anglophones ont été exprimés et de vastes communautés ont été touchées. L'éventail des pages web consacrées à la cause anglophone est un indicateur de la diversité des demandes et des objectifs qui sous-tendent ce qui est présenté comme un mouvement anglophone singulier.<sup>54</sup>*

Les progrès vers une paix féministe doivent passer par la reconnaissance de cette "diversité de revendications". Comme le souligne Kaushal, il existe une "vaste gamme de griefs de nature économique, politique et sociale [qui] n'ont jusqu'à présent pas été pris en compte par l'État camerounais".<sup>55</sup> En ce qui concerne la paix féministe, il s'agit notamment des demandes et des doléances des femmes, qui sont de plus en plus présentes dans plusieurs campagnes sur les médias sociaux:

*plusieurs campagnes sur les médias sociaux, qui vont bien au-delà des efforts visant à attirer l'attention sur la violence à laquelle les femmes sont confrontées pendant le conflit-pour inclure des questions telles que l'accès des enfants*

*aux écoles et à l'éducation, l'inclusion des femmes dans les processus de paix, rendant les processus de dialogue plus inclusifs pour les parties distinctes et les groupes d'intérêt et la sécurité pour les groupes vulnérables dans les espaces publics.<sup>56</sup>*

Identifier les rôles que les hommes peuvent jouer en travaillant avec les femmes pour atteindre les objectifs de la paix féministe est une priorité urgente, mais cela nécessite une meilleure compréhension des façons diverses et complexes dont la catégorie hétérogène des "hommes" vit le conflit armé et s'y rapporte, ainsi que de ses moteurs structurels et de sa dynamique interne. L'objectif de l'étude de la WILPF Cameroun était de contribuer à une telle compréhension, et ses conclusions sont discutées ci-dessous.

---

<sup>54</sup> Kaushal, T (2020). p7

<sup>55</sup> Ibid. p8

---

<sup>56</sup> Ibid. p8





03

CONSTATS

# 3.1

## EXPLOITATION ÉCONOMIQUE ET GRIEFS ANGLOPHONES

### À l'instar de nombreux pays du Sud, le Cameroun a ouvert son économie à la croissance économique tirée par les exportations dans les années 1980.

La plupart des secteurs les plus rentables, notamment la production de café et de cacao pour l'exportation et les grandes réserves de pétrole brut léger, sont situés dans les régions anglophones. L'héritage colonial de l'extraction des ressources et de l'exploitation économique est évident dans ce développement. Même si le pétrole reste l'une des exportations les plus importantes et les plus rentables du pays, et bien que le Cameroun dispose d'une compagnie pétrolière nationalisée, le marché est actuellement dominé par des intérêts anglo-français et chinois.

"Cela signifie que, bien que le gouvernement camerounais détienne une part importante du secteur pétrolier du pays, la grande majorité du contrôle du secteur est entre les mains de sociétés étrangères".<sup>57</sup> De plus, au milieu des années 1980, l'économie camerounaise a connu une grave crise économique, résultant de plusieurs facteurs interdépendants, dont la baisse des prix mondiaux des

matières premières, qui a entraîné une diminution de la valeur des exportations camerounaises. Cette chute des prix des matières premières au milieu des années 1980 a entraîné une récession économique et un recours accru aux capitaux étrangers, notamment aux prêts du FMI, qui ont été accordés sur la base de programmes d'ajustement structurel (PAS), ce qui a conduit à une plus grande ouverture de l'économie camerounaise aux investissements étrangers par des sociétés multinationales.

La présence croissante d'investisseurs étrangers dans les régions agricoles productives du Cameroun, et notamment dans les régions anglophones, a eu un impact dramatique sur les modèles de propriété foncière et l'exploitation de la terre et de la main-d'œuvre. Comme l'explique Fonjong:

*L'évolution des modes d'accès à la terre, y compris la dépossession généralisée des terres provoquée par la libéralisation des lois sur la propriété foncière et la vente de vastes étendues de terres aux agro-industries internationales et aux industries extractives, a contribué à la propagation rapide du conflit armé au Cameroun.*<sup>58</sup>

<sup>57</sup> Willis, R, J Angove, C Mbinkar and J McAuley (2020). p83

<sup>58</sup> Fonjong, L (2022).

## 3.1

La dépossession des terres qui est à l'origine du conflit armé au Cameroun doit être comprise en relation avec l'économie géopolitique plus large de l'agro-industrie internationale et des industries extractives, ainsi qu'avec les intérêts corporatifs et les forces militaires qui leur sont associés. Les luttes pour les droits fonciers font rage dans l'ensemble du Sud.

Comme le souligne Fonjong, "les investisseurs nationaux et multinationaux profitent de la faiblesse des cadres institutionnels et juridiques existants dans la plupart des pays africains pour s'emparer d'immenses étendues de terres, dans certains cas sans compensation, au mépris total des procédures en vigueur et des droits coutumiers des communautés".<sup>59</sup>

Cette "ruée vers les terres africaines", a-t-on noté, "semble aller plus vite que les tendances mondiales en raison de la faiblesse de la gouvernance et de l'absence de mécanismes de protection des droits fonciers communautaires et individuels, ce qui conduit à une situation où de nombreuses communautés sont incapables de négocier et de protéger leurs intérêts, leurs moyens de subsistance et leur bien-être".<sup>60</sup>

Comme l'ont constaté les chercheuse·s, ces acquisitions de terres à grande échelle par l'agro-industrie et les industries extractives:

*sont orientées vers l'exportation et accélèrent la vitesse à laquelle les marchés des droits fonciers se développent dans les économies du Sud. Elles rendent inaccessibles et indisponibles aux paysans et paysannes des terres auparavant détenues par la communauté et appauvrissent ainsi davantage les communautés agricoles rurales, en particulier les femmes, qui perdent leurs moyens de subsistance, leur bois de chauffage, leur eau et leurs plantes médicinales à mesure que les ressources communes sont privatisées.*<sup>61</sup>

Il existe aujourd'hui un grand nombre de recherches documentant les "liens entre le régime foncier et les conflits" et "des recherches récentes sur les crises prolongées ont montré que ces conflits sont déclenchés par des changements dans les droits et les institutions qui régissent l'accès à la terre et son utilisation".<sup>62</sup> Une série d'études montre également que la dépossession des terres a "suscité la résistance des

communautés touchées, en particulier des femmes dont le triple rôle de reproduction, de production et d'organisation communautaire dépend dans une large mesure de la terre".<sup>63</sup>

Les liens entre la dépossession des terres et les conflits armés sont façonnés par les dynamiques de classe et de genre. Comme le soulignent Willis et al, "les tensions au Cameroun peuvent être considérées comme faisant partie d'une lutte des classes mondiale pour l'accès à des ressources et des opportunités limitées", en ce sens qu'elles "reflètent les troubles qui ont éclaté en Europe, dans les Amériques, en Asie et au Moyen-Orient".<sup>64</sup> L'imposition de politiques d'ajustement structurel dans les années 1990 a entraîné "l'accaparement des terres par des sociétés privées en relation avec l'État camerounais lui-même", comme le note Kaushal, avec des plantations agro-industrielles et des cultures commerciales telles que le café et le cacao, qui ont fini par dominer la production agricole des régions anglophones.<sup>65</sup> Cela a entraîné un processus de prolétarianisation, par lequel les petit·e·s exploitant·e·s et les agriculteur·ice·s de subsistance sont devenus des travailleuse·s salarié·e·s des plantations.

<sup>59</sup> Fonjong, L (2017). p1115

<sup>60</sup> Fonjong, L, I Sama-Lang, L Fombe and C Abonge (2016). p421

<sup>61</sup> Ibid. p422

<sup>62</sup> Vlassenroot, K (2007). *Households land use strategies in a protracted crisis context: land tenure, conflict and food security in eastern DRC*. Ghent, Belgium: Conflict Research Group, University of Ghent. p1

<sup>63</sup> Fonjong, L (2017). p1115

<sup>64</sup> Willis, R, J Angove, C Mbinkar and J McAuley (2020). p15

<sup>65</sup> Kaushal, T (2020). p9

## 3.1

Comme les terres appartenant aux hommes dans les zones rurales ont été accaparées par les entreprises, l'emploi des hommes a été largement relégué à des contrats salariaux dans les unités de production, les laissant dans des conditions extrêmement précaires sans avoir accès aux cultures de subsistance qu'ils cultivaient auparavant.

Dans le même temps, la privatisation de ressources auparavant détenues en commun et le passage à l'agriculture mécanisée à grande échelle ont contribué à créer de nouvelles dynamiques de classe au Cameroun. Fonjong souligne l'émergence d'un groupe de "planteurs bourgeois", qui "ont rassemblé des prêts bancaires, des économies, ou les deux, et avec la complicité des chefs locaux, ont acquis de grandes étendues de terre où ils ont lancé des plantations modernes à grande échelle de palmiers à huile, de cacao, de café, de fruits et d'autres cultures vivrières".<sup>66</sup>

Ces hommes "n'étaient pas seulement des agriculteurs indigènes, mais aussi des élites politiques et économiques urbaines".<sup>67</sup> Comme nous le verrons plus loin, le début du conflit armé a eu des conséquences dévastatrices sur l'économie de plantation de la région anglophone, dont les effets sont déterminés par la classe.

---

<sup>66</sup> Fonjong, L (2022).

<sup>67</sup> Fonjong, L (2022).

# 3.2

## DÉPOSSESSION DES TERRES ET CRISE MASCULINISÉ

**Certains éléments, examinés plus loin, suggèrent que ce sont les hommes les plus touchés par la dépossession des terres qui ont été les plus susceptibles d'être recrutés par les groupes armés antigouvernementaux.**

Willis et soulignent que "le soutien à l'Amba a été plus important et presque inconditionnel de la part des individus qui se trouvaient dans les positions socio-économiques les plus défavorisées et les plus précaires", parce que "les plus défavorisés parmi les populations anglophones ont été lésés de manière disproportionnée dans ce conflit" et que "ceux qui se battent sur le terrain pour la cause de l'Amba semblent être principalement des individus issus de milieux socio-économiques défavorisés".<sup>68</sup>

Pour les "planteurs bourgeois", la situation est différente; ils sont confrontés à la perte de leurs investissements ainsi qu'à l'extorsion et à la violence des groupes armés:

*Les planteurs bourgeois, dont la plupart avaient ouvert des plantations dans ces zones comme sources de revenus alternatives, ne peuvent pas accéder aux exploitations. Ils sont considérés par certains groupes armés comme des "jambes noires", terme utilisé pour désigner toute personne coopérant avec le gouvernement, ou comme des otages probables parce qu'ils peuvent facilement payer une rançon. Plusieurs plantations ont été abandonnées, d'autres confisquées, tandis que certains bourgeois doivent négocier des sommes colossales pour accéder à des exploitations plus proches des zones sûres.*<sup>69</sup>

Les contours de classe des crises liées à la dépossession de terres à grande échelle et au conflit armé qui s'ensuit sont également façonnés par la dynamique de genre des relations entre la terre, le travail et l'identité. Ici aussi, l'"empreinte coloniale" évoquée plus haut est déterminante. En effet, comme partout ailleurs dans le monde colonisé, l'un des principaux impacts de la conquête coloniale a été de donner une nouvelle dimension à la relation des gens à la terre et à sa valeur. Comme l'écrit Fonjong, "l'introduction des cultures commerciales et des pâturages pendant la colonisation

<sup>68</sup> Willis, R, J Angove, C Mbinkar and J McAuley (2020). p52-53

<sup>69</sup> Fonjong, L (2022).



## 3.2

a modifié l'économie politique des ménages, créant une dichotomie entre les genres où les cultures commerciales sont "masculines" et les cultures vivrières de subsistance "féminines".<sup>70</sup> Ainsi, la conversion coloniale de la terre en "facteur de production" a également été explicitement masculinisée:

*Le nouveau système économique colonial dont le Cameroun a hérité après l'indépendance n'a pas seulement contribué à déstabiliser progressivement l'harmonie précoloniale entre les populations indigènes, leurs chefs et la terre, mais a également créé d'autres agents d'accumulation et de pénurie de terres. Cela a créé de nouvelles élites et une stratification sociale qui a affecté les relations existantes entre les genres. L'introduction et la différenciation des cultures commerciales et vivrières en fonction du genre, ainsi que le système économique monétaire qui a rapidement remplacé le commerce par le troc en sont des exemples clairs.<sup>71</sup>*

Cette masculinisation de la terre sous le colonialisme ne se limite pas au Cameroun.

Comme l'observe Farr, le colonialisme de peuplement en Afrique du Sud a introduit un "système juridique genré permettant d'enrôler les hommes indigènes dans le patriarcat européen".

Ainsi, "les hommes africains ont été redéfinis comme les "propriétaires" de terres qui, historiquement, avaient été prises en charge par la communauté, tandis que des mécanismes fonciers et de travail permettant d'abandonner les femmes, qui étaient déjà bien pratiqués en Europe, ont été imposés".<sup>72</sup>

Le fait que la dépossession des terres puisse être vécue comme une crise masculinisée est le produit non seulement de l'"empreinte coloniale" genrée de la terre en tant que propriété et source de valeur d'échange, mais aussi des aspects et des impacts genrés de la centralisation de l'autorité par l'État postcolonial. Dans le prolongement de la discussion précédente sur la concentration du pouvoir, la gouvernance foncière est devenue une stratégie clé dans la centralisation d'une autorité de moins en moins responsable. En 1974, l'État unitaire récemment établi, sur la base de la nouvelle constitution promulguée en 1972, a adopté une série d'ordonnances foncières qui ont transformé la gouvernance

foncière et officiellement mis fin au pluralisme juridique en vigueur depuis le début de l'ère coloniale. Désormais, toutes les terres sont classées en terres d'État, terres privées et terres nationales. Les terres domaniales et privées sont celles qui sont officiellement enregistrées au nom de l'État et des personnes privées et/ou morales; le reste est défini comme des terres "nationales", qui doivent être administrées par les conseils consultatifs fonciers locaux, au sein desquels sont représentées les autorités étatiques et traditionnelles. Une quarantaine d'années après cette réforme foncière, des recherches ont montré que moins de 15% de la population camerounaise possédaient des certificats fonciers.<sup>73</sup> Parmi les trois formes de classification des terres, les terres "nationales" restent de loin les plus courantes et celles qui font l'objet de la plupart des acquisitions foncières à grande échelle.

Les recherches sur le fonctionnement des conseils consultatifs fonciers, chargés de gérer ces terres "nationales", révèlent à quel point ils sont devenus des vecteurs d'enrichissement de l'élite et de dépossession des terres au profit d'intérêts corporatistes. Comme le notent Fonjong et al, "les chefs locaux peuvent être les gardiens de la cogestion des terres nationales

<sup>70</sup> Fonjong, L (2022).

<sup>71</sup> Fonjong, L (2022).

<sup>72</sup> Farr, V (2022). " Wild wayward free gifts": A gendered view on agroecology and agricultural transitions. Seed and Knowledge Justice for Agroecology: Critical African perspectives. R Wynberg: Forthcoming. p6

<sup>73</sup> Fonjong, L, I. Sama-Lang, L Fombe and C Abonge (2016).



## 3.2

avec l'État, mais c'est l'État qui est légalement reconnu lorsque ces terres sont considérées comme 'vides et/ou sous-utilisées'.<sup>74</sup> Cela signifie que:

*Le gouvernement joue un rôle clé dans l'attribution des terres aux investisseurs étrangers et locaux au Cameroun. C'est lui qui décide en dernier ressort du choix des investisseurs, de la quantité de terres qu'ils acquièrent et de leurs activités. Selon la loi, seul le président peut accorder des concessions pour des terrains de plus de 50 hectares, tandis que le ministre en charge des terres (MINDAFF) peut en autoriser moins.*<sup>75</sup>

Cette centralisation du pouvoir de décision en matière de gouvernance foncière est devenue une source particulière de tension au sein des communautés anglophones. Non seulement la dépossession de terres à grande échelle pour développer l'économie de plantation agro-industrielle pour la production de café et de cacao, qui servent de matières premières clés dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, était particulièrement prononcée, mais l'héritage de l'administration indirecte britannique, qui accordait aux

chefs locaux une plus grande marge de manœuvre dans la prise de décision, signifiait que l'imposition d'une autorité centralisée sur la gouvernance foncière était très mal ressentie. La manière dont cette centralisation a coopté les chefs locaux a également créé des tensions au sein de ces communautés. Comme le soulignent Fonjong et al, "la vérité est que les droits de certains chefs qui ont été mis sur la touche ont en fait été usurpés par d'autres chefs et politiciens influents à des fins d'enrichissement personnel".<sup>76</sup> Les préjudices générés de ce système centralisé de gouvernance foncière ont été ressentis de manière plus aiguë par les femmes, étant donné que les femmes rurales:

*vivent et cultivent la terre, récoltent des produits forestiers non ligneux, de l'eau et du bois de chauffage, entre autres, dans la forêt. Il s'ensuit que toute décision concernant la terre affecte directement ou indirectement leurs moyens de subsistance et leurs droits en tant qu'utilisatrices. Dans presque toutes les communautés affectées étudiées, les femmes étaient rarement représentées de manière formelle ou informelle dans les négociations foncières accordant des concessions aux investisseurs.*<sup>77</sup>

En vertu du droit coutumier, les femmes n'avaient pas le droit de posséder des terres ou d'en hériter, car les terres non enregistrées étaient détenues et gérées par les chefs et les hommes pour leurs villages et leurs familles, respectivement. Dans la pratique, les femmes jouissaient d'une série de droits "d'usufruit", dérivés de parents masculins, en tant qu'épouses, filles ou sœurs, leur donnant accès à des ressources telles que les cultures qu'elles pratiquaient sur les terres et le droit de les utiliser et de les vendre. La réforme agraire de 1974 a déstabilisé ces dispositions relatives à l'utilisation des terres. D'une part, elle a mis fin à la sécurité foncière coutumière des hommes, dont les femmes dépendaient pour leurs droits d'utilisation des terres. D'autre part, les femmes ont été pour la plupart exclues du processus décisionnel des conseils consultatifs fonciers, dont les membres de la communauté sont toujours limités aux chefs et aux notables, qui sont très majoritairement des hommes; s'il y a quelques femmes chefs dans les régions francophones, elles sont extrêmement rares dans les régions anglophones. Bien que la réforme foncière ait ouvert la possibilité pour les femmes de posséder légalement des terres, Kaushal rapporte que "de nouveaux modes et méthodes ont été utilisés pour refuser aux femmes l'accès à de

<sup>74</sup> Ibid. p423

<sup>75</sup> Ibid. p423

<sup>76</sup> Fonjong, L, I Sama-Lang, L Fombe and C Abonge (2016). p426

<sup>77</sup> Ibid. p428

## 3.2

nouvelles formes de propriété", ce qui signifie qu'ils "menacent davantage les droits et l'accès dont les femmes jouissaient auparavant, comme la propriété des récoltes cultivées sur une parcelle de terre appartenant directement à un homme".<sup>78</sup>

L'enregistrement des terres reste un processus lourd et souvent coûteux et, comme le notent Fonjong et al, "de nombreuses femmes rurales ignorent leurs droits fonciers et se tiennent parfois à l'écart des questions foncières par respect pour les croyances traditionnelles qui assimilent la terre à la masculinité".<sup>79</sup>

Lors de la prise de décision concernant l'acquisition de terres, "les femmes sont généralement les grandes perdantes de ces transactions: sans terre, sans compensation, sans emploi ou sans accès aux biens communs".<sup>80</sup> Même si ce sont les femmes rurales qui ont le plus souffert de l'imposition de l'autorité centralisée de l'État sur la gouvernance foncière, et de l'impunité des élites avec laquelle de nombreuses acquisitions de terres à grande échelle ont été menées, le lien entre "terre et masculinité" a signifié que la dépossession des terres a souvent été vécue, et exprimée, comme une crise masculinisée.

La recherche documente les mobilisations des femmes pour résister à l'acquisition de terres par de grands investisseurs internationaux par le biais de manifestations et de plaintes formelles et légales face aux menaces qui pèsent sur leurs moyens de subsistance. Mais alors que l'ampleur et le rythme de la dépossession des terres s'accéléraient, Fonjong souligne que:

*Les hommes étaient cependant visibles dans la résistance anglophone contre la privatisation de la CDC et de ses terres dans les années 1990, dans le cadre des mesures d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale. L'offre de privatisation du gouvernement a déclenché une résistance anglophone unie de la part des chefs, des parlementaires, des élites et de la société civile, qui ont protesté en attribuant cette initiative à une tentative de trahison de l'héritage socioculturel et politique des anglophones par l'État dirigé par les francophones.*<sup>81</sup>

Compte tenu de la domination du pouvoir politique et économique par les hommes, les conflits liés à la dépossession des terres ont été à la fois masculinisés et politisés et, le moment venu, militarisés, un processus lié à la crise de la gouvernance.

<sup>78</sup> Kaushal, T (2020). p6

<sup>79</sup> Fonjong, L, I Sama-Lang, L Fombe and C Abonge (2016). p425

<sup>80</sup> Ibid. p428

<sup>81</sup> Fonjong, L (2022).

# 3.3

## CRISE DE LA GOUVERNANCE ET AUTORITÉ MASCULINE

**Comme nous l'avons déjà noté, "les chefs de village locaux ont souvent joué un rôle crucial en facilitant l'accaparement des terres et en agissant en coopération avec l'État et les entreprises".<sup>82</sup>**

Mais les implications de cette participation vont bien au-delà des cas spécifiques d'acquisition de terres. La recherche montre clairement, comme le rapporte Kaushal, que "cela a conduit à une perte de confiance dans les chefs locaux et au démantèlement des hiérarchies sociales antérieures et des économies morales de confiance".<sup>83</sup> L'affaiblissement de l'économie morale des communautés rurales et des structures de l'autorité politique dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest est également lié à l'avènement du multipartisme, officiellement annoncé le 19 décembre 1990. En l'espace de sept ans, le nombre de partis politiques est passé de 1 à 149.<sup>84</sup> Au fur et à mesure de l'émergence de ces partis, chacun d'entre eux a commencé à se disputer l'influence et la légitimité locales, notamment en s'assurant le soutien des chefs locaux. Kaushal précise que:

<sup>82</sup> Kaushal, T (2020). p7

<sup>83</sup> Ibid. p7

<sup>84</sup> Socpa, A (2016). On "autochthon" and "allochthon" divide: Ethnic stereotypes and social conflict in Cameroon. *African Study Monographs* 37(1): 17-28.

*L'introduction d'un système multipartite a commencé à changer la nature de la politique dans les villages. [...] Les chefs de cette région étaient coincés entre leurs sujet·ette·s, dont la plupart étaient opposés au président et à son gouvernement, et le gouvernement, qui était responsable du paiement de leurs salaires et exerçait des pressions sur eux.<sup>85</sup>*

Ainsi, "les chefs étaient confrontés à la tension de profiter de leur accès au pouvoir politique étatiste ou de conserver la confiance et l'autorité de leurs fidèles".<sup>86</sup> Cette tension:

*a été particulièrement évidente dans les cas d'accaparement de terres, où les chefs locaux ont souvent dû apporter leur soutien à l'État et aux entreprises pour faciliter l'accaparement des terres. Cette situation a entraîné une perte de confiance dans la chefferie et les gens ont commencé à se tourner vers d'autres sources pour obtenir réparation de leurs griefs et rétablir un sentiment de justice.<sup>87</sup>*

Le système multipartite, à son tour, a fourni à ces griefs un véhicule politique. L'un de ces partis était le *Social*

<sup>85</sup> Kaushal, T (2020). p7

<sup>86</sup> Kaushal, T (2020). p7

<sup>87</sup> Ibid. p10

### 3.3

*Democratic Front* (SDF), largement composé de membres et de dirigeants anglophones. Kaushal note que plusieurs associations et groupes d'intérêt de la communauté anglophone ont également vu le jour au cours de cette période, permettant aux communautés anglophones d'exprimer des griefs de longue date liés à l'exclusion de la croissance économique et de l'influence politique.

De nouveaux leaders anglophones, de plus en plus militants, sont apparus pour combler le vide laissé par la cooptation des chefs traditionnels par les nouveaux partis politiques et les sociétés multinationales étrangères, qui, ensemble, ont réduit les canaux politiques disponibles pour exprimer les dissensions et faire valoir les revendications politiques par des moyens traditionnels.

Cette crise de gouvernance a été exacerbée par la centralisation du pouvoir évoquée plus haut, qui a rendu les autorités administratives locales dépendantes du gouvernement fédéral. Ainsi, non seulement les défaillances de la gouvernance ont contribué à alimenter le conflit actuel, mais elles ont également sapé les efforts de résolution de la crise.

Selon les termes du rapport d'étude de la WILPF Cameroun:

*Il semble que les dirigeants locaux aient des impulsions contradictoires, répondant à la pression pour s'engager dans des tactiques militaires et les conflits, même s'ils sont bien conscients que cela ne fonctionne pas. Ces autorités savent ce qui peut être fait pour réduire la violence dans leurs localités, mais elles n'ont pas le pouvoir d'agir car elles sont obligées de mettre en œuvre la politique définie au niveau national par le gouvernement central, même si la politique est clairement erronée.<sup>88</sup>*

L'une des clés des efforts de consolidation de la paix, conclut WILPF Cameroun à partir de son étude de recherche, est de remettre en question cette centralisation de longue date du pouvoir. Comme le recommande le rapport:

*Une décentralisation effectivement mise en œuvre permettrait de résoudre ce type de problème et réduire considérablement les masculinités militarisées dans les régions, c'est-à-dire que les autorités régionales disposeraient du pouvoir nécessaire pour agir dans leurs circonscriptions administratives.*

*Le gouvernement et les organisations de la société civile devraient développer des stratégies de consolidation de la paix du local au national, en incluant les membres de la communauté dans la planification et le développement de cette stratégie.<sup>89</sup>*

---

<sup>88</sup> WILPF Cameroon (2022). p11 [Version française]

<sup>89</sup> Ibid. p11 [Version française]



# 3.4

## ÉCONOMIE POLITIQUE DE LA MOBILISATION MILITAIRE

**Le conflit armé au Cameroun trouve en partie son origine dans les inégalités économiques croissantes, liées à la dépossession des terres, et dans une crise croissante de la légitimité politique, comme nous l'avons vu plus haut.**

L'"empreinte coloniale" des relations extractives se fait encore sentir aujourd'hui. Dans une étude menée par le *Cameroon Conflict Research Group*, "de nombreux participant·e·s à la recherche ont parlé de l'extraction de riches ressources naturelles dans les régions anglophones, telles que le bois, le caoutchouc, la nourriture, l'or et le pétrole".<sup>90</sup>

En outre, la même étude note que, selon les données du budget d'investissement public du Cameroun pour l'exercice 2017, les deux régions anglophones ont été "considérablement sous-financées par rapport au seul Sud, recevant un total de 153 millions de dollars contre 225 millions de dollars respectivement, en dépit du fait que les deux régions anglophones ont une population nettement plus importante que le Sud".<sup>91</sup>

<sup>90</sup> Willis, R, J Angove, C Mbinkar and J McAuley (2020). p17  
<sup>91</sup> Ibid. p17

Il ne s'agit pas simplement de régions francophones bénéficiant aux dépens des régions anglophones; la région du Sud, qui est la région d'origine de l'actuel président, a bénéficié de manière disproportionnée des allocations budgétaires et des nominations ministérielles clés.<sup>92</sup> Comme l'indique clairement le *Cameroon Conflict Research Group* dans son rapport 2020:

L'accès aux ressources et aux opportunités est limité au Cameroun, la richesse étant largement concentrée entre les mains d'une élite politique qui a laissé de côté de larges pans de la société. Cette inégalité se manifeste notamment au Cameroun par le clivage entre francophones et anglophones, où le statut d'anglophone est une source supplémentaire de désavantage qui empêche l'accès à l'emploi et aux ressources".<sup>93</sup> Si cette économie politique d'inégalité, d'extraction et d'exploitation est à l'origine du conflit, le déclencheur le plus immédiat de sa militarisation est la répression violente par le gouvernement de manifestations initialement pacifiques. Mais cette répression doit également être comprise comme une condition et une conséquence de cette même économie politique, dont les relations d'extraction reposent sur et

<sup>92</sup> Communication personnelle de Lotsmart Fonjong.  
<sup>93</sup> Willis, R, J Angove, C Mbinkar and J McAuley (2020). p15



### 3.4

renforcent la concentration du pouvoir, le courtage des élites et l'impunité politique. Comme nous l'avons déjà noté, l'appareil répressif de la violence étatique au Cameroun n'a pas seulement des antécédents coloniaux, mais il est directement lié à la guerre contre la terreur en cours, et financé par elle. En décrivant les manifestant·e·s anti-gouvernementaux comme des "terroristes", l'État camerounais a cherché à la fois un soutien matériel et une sanction rhétorique pour que ses mesures répressives soient poursuivies avec la même impunité que celle avec laquelle l'État américain et ses alliés ont mené la guerre contre le terrorisme. La militarisation des manifestations anti-gouvernementales est également le résultat de la détérioration des conditions économiques et politiques engendrée par le conflit.

La récente étude de Brun sur les expériences des garçons adolescents et des hommes adultes dans le conflit armé montre clairement que "la pauvreté, le chômage, les difficultés économiques et le manque d'opportunités éducatives, qui affectent fortement les jeunes hommes entre 18 et 25 ans, rendent les hommes et les adolescents très susceptibles de s'engager dans des actions violentes".<sup>94</sup>

Pour la main-d'œuvre des plantations, qui s'est considérablement développée avec l'essor de l'agro-industrie à partir des années 1990, le conflit armé a été synonyme de chômage et de déplacement:

*Les jeunes hommes qui avaient trouvé un emploi dans les plantations publiques de CDC, Pamol in (SWR), ou Ndawara Tea Estate et Ndu Tea Estate (NWR) ont perdu ces emplois et ont été soit déplacés à l'intérieur du pays, soit contraints de rejoindre les groupes armés. La plupart de ces hommes ont perdu leur statut de pourvoyeur de leur famille et dépendent désormais de leur femme ou d'autres membres de leur famille pour leur subsistance.*<sup>95</sup>

Questionnées sur les raisons pour lesquelles les hommes rejoignent les groupes armés, les personnes interrogées dans le cadre de l'étude de recherche de la WILPF Cameroun ont fréquemment identifié la pauvreté comme un facteur important. Comme l'indique clairement le rapport de l'étude:

*compte tenu de l'incapacité du gouvernement à garantir des emplois économiques, des taux de chômage élevés touchant la majorité de la population dans les régions en*

*conflit, les jeunes, en particulier les garçons et les jeunes hommes, se sont retrouvés, à cause de cela et d'autres facteurs contributifs, dans des groupes armés pour assurer leurs moyens de subsistance, leur sécurité et leur emploi.*<sup>96</sup>

Les résultats de la recherche de Brun sur les motivations de l'implication des hommes dans les combats vont dans le même sens:

*Certains le font pour l'argent, d'autres se laissent séduire par les promesses d'éducation et de sécurité. Les plus jeunes, en raison de leur manque relatif de maturité, sont également plus susceptibles d'être attirés par des promesses de gains matériels, tels que des voitures.*<sup>97</sup>

En ce sens, Brun précise que si "[l]es griefs de la communauté anglophone, et en particulier les plus défavorisés sur le plan socio-économique, ont pu initialement alimenter la crise", il s'avère aujourd'hui que "l'implication dans la violence armée est progressivement devenue une mesure d'adaptation".<sup>98</sup> Il existe aujourd'hui un nombre croissant de preuves de l'ampleur des ravages économiques provoqués par le conflit armé.

<sup>94</sup> Brun, D (2022). p16

<sup>95</sup> Fonjong, L (2022).

<sup>96</sup> WILPF Cameroon (2022). p15 [Version française]

<sup>97</sup> Brun, D (2022). p16

<sup>98</sup> Ibid. p16

### 3.4

Quatre-vingts pour cent de la population travaillait dans l'agriculture avant la crise, souvent dans l'agriculture familiale et dans l'économie de plantation en expansion liée à la dépossession des terres évoquée plus haut. Mais la violence et l'insécurité ont entraîné d'importants déplacements de population, affectant les rendements agricoles dans le Nord-Ouest et l'abandon d'une grande partie des plantations de fruits, de palmiers et d'hévéas dans le Sud-Ouest. Les acteurs armés pillent les fermes et les entreprises, tuent et confisquent le bétail, et imposent des taxes, ce qui rend difficile le maintien des activités de subsistance qui ont peu de marge pour les dépenses supplémentaires.

Les bouleversements économiques dans les centres urbains des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ont également été dévastateurs. Les hommes ayant un emploi salarié, comme les fonctionnaires, ont abandonné leur poste et fui les villes en raison de l'insécurité qui y règne. Comme le rapporte Brun:

*Les enseignants du privé n'ont pas non plus pu travailler car de nombreuses écoles ne fonctionnent plus.*

*Les hommes, prédominants dans le commerce de gros des deux régions, ont vu leurs activités commerciales ralentir et être mises en danger. Ceux qui travaillaient dans le secteur des transports, reliant les capitales régionales aux zones reculées, ont également perdu des revenus en raison de la situation sécuritaire et de la restriction de la circulation des personnes et des biens. L'activité dominée par les hommes, à savoir la conduite de motos-taxis, a été réduite, car les motos ont été saisies.<sup>99</sup>*

Dans son rapport 2022, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies indique que "ce qui a commencé comme une crise sociopolitique dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest s'est transformé en une situation d'urgence humanitaire complexe qui, selon les estimations, touchera 2 millions de personnes en 2022".<sup>100</sup>

Les conséquences des bouleversements économiques sur la vie et les moyens de subsistance des femmes ont été profondes. Selon les données les plus récentes de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), 56% des personnes déplacées dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest sont des femmes et des filles.<sup>101</sup>

Les spécificités de genre de la propriété foncière, de la production de cultures de rente et du salariat signifie toutefois que cette dislocation économique a créé des liens entre le sentiment de crise masculine et la mobilisation militaire. Comme l'explique Brun:

*Les normes de genre socialement construites, assimilant la virilité à la lutte et au rôle de pourvoyeur de la famille, ont également été des facteurs significatifs dans l'implication directe des garçons et des hommes dans la violence, en particulier dans un contexte où les propriétés ont été détruites et où le chômage est à son apogée. La quête d'influence et de prestige, associée à l'adhésion à des éléments armés et particulièrement observée dans les petites communautés, fait écho aux normes militarisées de la masculinité, assimilant la virilité au pouvoir, à la violence et au contrôle.<sup>102</sup>*

Dans ce contexte, les hommes participent à des groupes armés par pure nécessité économique, mais aussi pour tenter de rétablir le respect perdu. Brun soulève un point similaire dans son analyse de la vulnérabilité des hommes dans le contexte du conflit armé au Cameroun; la souffrance des

<sup>99</sup> Brun, D (2022). p14

<sup>100</sup> OCHA (2022). Humanitarian Response Plan: Cameroon. Humanitarian Programme Cycle 2022. New York, NY: Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires.

<sup>101</sup> <https://dtm.iom.int/cameroon>

<sup>102</sup> Brun, D (2022). p16

### 3.4

hommes est liée aux attentes de genre à leur égard en tant que pourvoyeurs et protecteurs de leur famille:

*Les dommages psychologiques dont souffrent les garçons et les hommes ne sont pas seulement dus à la crise et aux effets du déplacement qui l'accompagnent, mais aussi à la perte perçue de leur statut et de leur identité en tant que décideurs, protecteurs et soutiens de famille. Dans une société où l'on suppose que les hommes protègent et subviennent aux besoins financiers, les garçons et les hommes se trouvent souvent incapables de répondre aux attentes et de se montrer à la hauteur de ce qu'ils considèrent comme leur rôle".<sup>103</sup>*

Une autre analyse de Fonjong fait écho à ce constat, lorsqu'il note que les hommes "ont perdu leurs sources de revenus et leur statut de chef de famille puisqu'ils ne peuvent plus assurer la santé, l'éducation et les autres besoins fondamentaux de la famille", ce qui "est psychologiquement troublant pour la plupart des hommes ruraux [...] qui ont longtemps joui de ce statut exclusif grâce aux revenus tirés des exploitations de café et de cacao".<sup>104</sup>

Comme l'ajoute Brun:

*Sans solution à la crise, les garçons adolescents et les hommes ont l'impression de perdre le contrôle de leur vie et de leur avenir. Les problèmes liés à la documentation civile, à la mobilité restreinte, à la violence ciblée, aux possibilités d'éducation limitées et à l'insuffisance de travail et de revenus ont tous contribué à un sentiment d'impuissance, ainsi qu'à des niveaux élevés d'anxiété, de stress, de frustration, de colère et, en fin de compte, à une perte d'estime de soi.<sup>105</sup>*

Loin d'être l'expression d'une masculinité épanouie, la militarisation se nourrit de ces masculinités contrariées. Une discussion de groupe avec des membres de groupes armés non étatiques, menée dans le cadre de l'étude de WILPF au Cameroun, a renforcé ce point. Les participant·e·s ont noté que "les conflits modifient les rôles dans la famille" et qu'en raison de la mort et de la fuite des hommes, les femmes assument désormais des rôles décisionnels au sein de la famille qui étaient auparavant réservés aux hommes. Si ces changements ouvrent la voie à d'autres évolutions progressives vers l'égalité des genres (voir section 4.2), ils peuvent aussi donner à certains

hommes le sentiment d'être émasculés et provoquer d'autres violences masculines. Comme le note le rapport d'étude de la WILPF au Cameroun, cela "apparaît lorsque les rôles de genre traditionnels, tels que la prise de décision, le soutien de famille sont joués par des femmes dans les ménages. Lorsque cela se produit, certains hommes se sentent faibles et insultés, et il y a un besoin ressenti d'exercer la violence pour prouver leur virilité".<sup>106</sup> Cette imbrication de la violence structurelle de la pauvreté et de l'inégalité avec la pression psychique des normes et des attentes en matière de genre met en évidence la manière dont les économies politiques liées de la guerre et du genre servent à militariser les masculinités.

Mais si la militarisation des masculinités contrariées a des dimensions à la fois économiques et psychiques, il est utile d'encadrer ces normes militarisées de masculinité non pas simplement en termes de motivations individuelles à se battre, mais plus largement en tant que légitimations du travail violent mobilisé par les circuits de production et d'échange. Évoquant le conflit armé qui a secoué le Liberia et la Sierra Leone à partir de 1991 et qui a pris le nom de guerre du fleuve Mano, en référence au fleuve qui sépare les deux pays, Hoffman note que

<sup>103</sup> Ibid. p19

<sup>104</sup> Fonjong, L (2022).

<sup>105</sup> Brun, D (2022). p19

<sup>106</sup> WILPF Cameroon (2022). p47 [Version française]

### 3.4

"la violence elle-même entre dans les réseaux de circulation et d'échange".<sup>107</sup> Comme le suggère Hoffman:

*Selon la logique de production excédentaire du capital, elle devient interchangeable avec les diamants et l'argent liquide, sa valeur se traduisant par une subjectivité politique et une identité masculine. Plus qu'un simple outil ou une stratégie, la violence est elle-même une marchandise, circulant dans les réseaux de commerce et d'échange.*<sup>108</sup>

Son ethnographie approfondie décrit les façons dont les hommes, pendant les conflits armés, s'enchevêtrent dans la marchandisation du travail violent qu'est la militarisation et la:

*mesure dans laquelle les combattants ont été détachés de pratiquement toute certitude sur eux-mêmes ou sur leur monde; la mesure dans laquelle tous les aspects de leur vie ont été mis à la disposition de forces plus grandes qu'eux; le potentiel créatif (ainsi que la dévastation) que cette déterritorialisation de la vie elle-même a libéré.*<sup>109</sup>

Comme il l'explique clairement, cette "démotivation" n'est pas propre à la guerre du fleuve Mano; elle "est la condition

de la post-colonialité pour de nombreux jeunes Africains, exacerbée peut-être par les dynamiques du temps de guerre, mais pas seulement".<sup>110</sup> En même temps, il est important de noter le positionnement différentiel des hommes dans les hiérarchies générées par ces économies politiques. Le sentiment de déshonneur et de honte exprimé par les combattants et les ex-combattants interrogés dans le cadre de l'étude de recherche du WILPF Cameroun n'est pas seulement lié à la perte d'estime de soi par rapport à leur rôle de pourvoyeur masculin, mais aussi au manque de respect émasculant qu'ils ressentent dans leurs relations avec les hommes de l'élite, qui ont profité de manière significative des économies de temps de guerre. De manière significative, l'étude de WILPF Cameroun a révélé que même les hommes occupant des positions ostensibles d'autorité, comme dans les administrations locales des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, se sentaient désarmés face à la situation actuelle. L'étude a révélé que, à propos du recours à la violence par le gouvernement central pour réprimer la dissidence, les autorités administratives locales donnaient "l'impression d'être pris au piège d'une politique qu'elles n'approuvent pas personnellement"<sup>111</sup>

Si la reconnaissance des masculinités contrariées par la détresse économique est essentielle pour comprendre les conditions structurelles dans lesquelles la masculinité peut se militariser, il est tout aussi important de reconnaître les contraintes que ces conditions font peser sur le propre sens de l'action des hommes politiques pour faire face à ces mêmes masculinités militarisées.

---

<sup>107</sup> Hoffman, D (2011). *The War Machines: Young men and violence in Sierra Leone and Liberia*. Durham, NC et Londres, RU: Duke University Press. p108

---

<sup>108</sup> Hoffman, D (2011). p108

<sup>109</sup> *Ibid.* p106

---

<sup>110</sup> *Ibid.* p106

<sup>111</sup> WILPF Cameroon (2022). p34 [Version française]



# 3.5

## MASCULINITÉS VIOLENTES ET MOTIVATIONS DES HOMMES À SE BATTRE

**Les études suggèrent également que la militarisation des masculinités qui a contribué à alimenter et à maintenir le conflit armé est liée à des normes et pratiques de longue date qui associent la masculinité à la violence et à la domination.**

Comme le montrent clairement les sections précédentes, ces normes et pratiques sont elles-mêmes façonnées par l'héritage colonial de la dépossession des terres et de la centralisation du pouvoir. L'étude de WILPF Cameroun rapporte que:

*Les résultats de l'enquête indiquent que les répondants, les facteurs favorisant la violence et l'utilisation du conflit par les hommes sont: la consommation d'alcool et de drogues, les préjugés culturels, la pauvreté et l'analphabétisme, le manque de dialogue en réponse aux crises, la mauvaise compagnie, le complexe de supériorité et le désir de domination des hommes.<sup>112</sup>*

L'étude a également révélé que le "désir de domination" des hommes reste normalisé. Le rapport note que "[n]os

<sup>112</sup> WILPF Cameroon (2022). p27 [Version française]

<sup>113</sup> Ibid. p28 [Version française]

<sup>114</sup> Ibid. p28 [Version française]

recherches indiquent également que la domination des hommes dans ces communautés est considérée comme normale par les femmes et les hommes", ce qui est lié aux "pratiques patriarcales et traditionnelles qui favorisent l'exclusion systématique des femmes des instances décisionnelles, et la discrimination à l'égard des femmes et des filles qui se perpétue depuis des décennies, de génération en génération". Selon un responsable de sous-division interrogé dans la région Est, «les masculinités sont causées par la volonté de domination des hommes, un complexe basé sur la culture puisque nous grandissons tous dans un moule qui nous façonne d'une certaine manière».<sup>115</sup>

Cette conception binaire des relations femmes-hommes, qui veut que les hommes soient dominants et les femmes subordonnées, affecte tous les domaines de la vie. Les hommes continuent de dominer les rôles décisionnels non seulement dans la famille, mais aussi dans le gouvernement local et central ainsi que dans le secteur privé. L'étude de WILPF Cameroun a révélé que «les femmes sont clairement sous-représentées dans les rôles décisionnels».<sup>116</sup>

Comme l'a dit une femme dans l'un des groupes de discussion organisés dans le cadre de l'étude, «nous sommes délaissées lorsque nous faisons des propositions

<sup>115</sup> Ibid. p28 [Version française]

<sup>116</sup> Ibid. p39 [Version française]



### 3.5

dans les réunions communautaires. Et même lorsque des propositions pertinentes viennent de nous, elles ne sont pas prises en compte, peut-être parce que nous sommes pauvres».<sup>117</sup> La domination des hommes se manifeste également par le recours généralisé à la violence à l'encontre des femmes et des filles. Les violences sexuelles commises par les hommes à l'encontre des femmes et des filles, et parfois à l'encontre d'autres hommes, ont été largement signalées au cours du conflit armé actuel. Lors des entretiens menés par WILPF Cameroun avec des soldats, certains d'entre eux ont attribué cette violence au fait qu'ils sont séparés de leurs épouses pendant de longues périodes.<sup>118</sup>

Mais cette tentative de détourner leur propre responsabilité de leur utilisation de la violence ne fait que mettre en évidence la façon dont la psychologie du droit sexuel masculin perçu, longtemps associée à l'expression et à l'application des relations sociales patriarcales, est encore plus permise par les armes en temps de guerre. L'étude de WILPF Cameroun a révélé que «la place donnée aux femmes par la société est d'être à la disposition des hommes pour satisfaire leurs besoins

sexuels, besoins qu'ils utilisent pour justifier les VBG dans les conflits».<sup>119</sup> Cette situation est loin d'être unique au Cameroun. L'hétérosexualité obligatoire imprègne les institutions militaires et les cultures militaristes dans des sociétés par ailleurs très différentes, qu'il s'agisse des rituels de bizutage sexuels pour les nouvelles recrues, du harcèlement sexuel généralisé et des abus subis par le personnel militaire féminin, ou de la sexualisation des armes et des conflits armés eux-mêmes.

Paradoxalement, cette violence ne fait qu'approfondir le schéma binaire selon lequel les femmes dépendent des hommes, en ce sens qu'il incombe aux hommes de protéger "leurs" femmes et leurs enfants. Dans ce cadre binaire, il est à la fois naturel et normal que les hommes soient impliqués dans les conflits armés, à la fois parce qu'ils sont par "nature" plus enclins à l'usage de la violence et parce qu'il est de leur devoir de protéger les "faibles" de ceux qui les menacent. Ce lien entre la masculinité et la violence et la protection est également évident dans l'importance des armes à feu en tant que marqueur de la masculinité. Comme dans d'autres sociétés touchées par des conflits, la possession et l'utilisation d'armes à feu sont devenues au Cameroun un moyen important

pour les hommes d'"agir comme un homme". Les entretiens avec le personnel militaire menés par WILPF Cameroun dans le cadre de son étude rendent explicite ce lien entre les armes et la masculinité. Comme l'a dit l'une des personnes interrogées, le fait de posséder une arme "nous fait sentir plus comme un homme, parce que c'est nous qui devons sécuriser la nation, c'est notre responsabilité".<sup>120</sup> Il est également évident que, dans des conditions d'insécurité extrême, les armes sont devenues un outil permettant aux hommes de se protéger et de revendiquer une certaine autorité. Dans l'étude de WILPF Cameroun, les entretiens avec les hommes impliqués dans le conflit armé ont révélé que ces hommes étaient conscients:

*qu'ils vivent dans des casernes, ou à proximité, et qu'au cas où ils seraient engagés dans un conflit-comme c'est le cas dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord-leur vie quotidienne est exposée à un danger ouvert d'affrontement. En d'autres termes, à côté du sentiment de pouvoir que leur confèrent les armes à feu, et en partie à cause de cela, leur vie est pleine de frustrations, de traumatismes et de mort.*<sup>121</sup>

<sup>117</sup> Ibid. p.39 [Version française]

<sup>118</sup> Le rapport d'étude de la WILPF Cameroun (Version anglaise page 43) comprend les données et la discussion suivantes: "Au Cameroun, 43,2% des femmes en union sont confrontées à la violence domestique. 39,8% et 14,5% respectivement sont confrontées à la violence émotionnelle et sexuelle. Au niveau national, 20,1% des femmes ont été forcées à avoir des rapports sexuels lors de leur première relation sexuelle. Dans l'ensemble, 56,4% des femmes vivant en union ont subi au moins une de ces formes de violence. L'absence de pénalisation de la violence

domestique et du viol conjugal constitue une lacune majeure dans la protection des droits des femmes. La violence fondée sur le genre a augmenté depuis le début de la crise. Une consultation dans le Sud-Ouest montre que 85% des personnes interrogées pensent que les femmes et les filles sont confrontées à la violence, qu'il s'agisse de viols, d'abus sexuels, de violences domestiques, de privation de ressources ou d'opportunités, d'abus psychologiques, de violences physiques ou de mariages précoces. Les jeunes femmes, âgées de 15 à 35 ans, sont les plus exposées. Dans la région de l'Extrême-Nord, de février 2018 à juin 2019, 97% des cas de VBG ont été

déclarés par des femmes, dont environ 12% de violences sexuelles. Dans 84% des cas, l'auteur est le partenaire intime. Les violences sexuelles commises par des groupes armés ou d'autres hommes sont une réalité à laquelle sont parfois confrontés les garçons et les hommes."

<sup>119</sup> WILPF Cameroon (2022). p50 [Version française]

<sup>120</sup> WILPF Cameroon (2022). p49 [Version française]

<sup>121</sup> WILPF Cameroon (2022). p10 [Version française]

## 3.5

Dans ce contexte, les hommes nous ont dit que les armes à feu «ajoutent à leur force physique tout en leur attirant du prestige au sein de la société. Cela leur donne le sentiment d'être plus virils, d'être investis d'une autorité tout en assurant la sécurité du pays».<sup>122</sup> Un thème commun ressort des entretiens menés par WILPF Cameroun avec les combattants et les ex-combattants: le lien entre le service militaire et le service de la nation, et le fonctionnement implicite et parfois explicite de la masculinité dans l'établissement de ces liens. Comme l'ont noté les spécialistes du nationalisme, le patriotisme a longtemps été généré, les hommes étant mobilisés pour se battre au service du corps national féminisé, pour lequel ils se sacrifient souvent.<sup>123</sup>

Comme le rapporte l'étude camerounaise, en référence à ses entretiens avec des membres de groupes armés d'État (GAE) et de groupes armés non étatiques (GANE), «de nombreux membres de GAE et de GANE se battent par amour pour leur pays. L'un d'eux a déclaré: 'J'ai rejoint le conflit parce que j'aime mon pays et qu'être dans cette position était la seule façon d'en prendre soin'».<sup>124</sup> Il est intéressant de noter que l'un des soldats interrogés dans le cadre de l'étude de WILPF Cameroun a également souligné l'importance

de la formation militaire pour désensibiliser les hommes à l'utilisation des armes à feu. Il a déclaré: «Parce qu'on nous a lavé le cerveau et enlevé l'idée d'être civil, de plus, nous avons deux forces: la force physique et l'arme que nous possédons». L'importance des dimensions institutionnelles de ces liens entre masculinité, violence et armes à feu a été notée par d'autres personnes interrogées dans le cadre de l'étude de WILPF Cameroun. Comme l'a montré l'étude, «les masculinités militarisées sont inscrites et légitimées dans les institutions qui autorisent le recours à la violence», ce qui est évident par exemple chez les fonctionnaires formés à l'École nationale d'administration et de magistrature, qui suivent une formation militaire obligatoire. Sans surprise, «leur mode de gouvernance est violent et cela se reflète dans les décisions qu'ils prennent».<sup>125</sup> Comme le conclut l'étude, «la masculinité militarisée, comme le disent les représentants du gouvernement, est structurée institutionnellement, et la violence armée est communément acceptée comme un moyen de répondre aux crises».<sup>126</sup>

Cette logique acceptée de réponses militarisées à la dissidence politique et au conflit social a également produit

son propre cycle d'escalade violente, qui a une dimension genrée. Comme le note WILPF Cameroun dans son rapport d'étude, ce qui a conduit à l'armement du mouvement indépendantiste issu des premières manifestations anti-gouvernementales en 2016, c'est le fait que la force a prévalu au détriment d'une méthode pacifique de résolution de la crise.

Un ex-combattant interrogé par l'équipe de recherche de WILPF a clairement indiqué que la répression militarisée avait provoqué une réponse militarisée:

*Si certains d'entre eux gardent les armes et continuent à tuer, c'est parce qu'ils ont le sentiment que le gouvernement sous-estime leur lutte et leur capacité à tenir bon. Cette attitude les met en colère et les fait réagir violemment. Il ne s'agit pas d'un désir de tuer des innocents, mais de montrer à leur adversaire qu'ils ne sont pas n'importe qui.*<sup>127</sup>

Un.e responsable de la société civile a souligné l'empreinte coloniale de cette militarisation de la masculinité et le fait que "les dirigeants du pays et, ce, depuis la colonisation, ont toujours eu une forte propension à tromper le peuple.

<sup>122</sup> Ibid. p47

<sup>123</sup> McClintock, A (1995). *Imperial Leather: Race, Gender, and Sexuality in the Colonial Contest*. New York, NY et Londres, RU: Routledge.

<sup>124</sup> WILPF Cameroon (2022). p46 [Version française]

<sup>125</sup> Ibid. p29 [Version française]

<sup>126</sup> Ibid. p28 [Version française]

<sup>127</sup> WILPF Cameroon (2022). p47 [Version française]

## 3.5

Afin d'éviter des promesses non tenues et d'empêcher des soulèvements populaires, il fallait s'entourer d'une force militaire conséquente".<sup>128</sup> Cette personne interrogée a mis en contraste le lourd investissement dans la guerre (écoles militaires, service militaire obligatoire, privilèges accordés aux militaires et à leurs familles, incitations au port d'armes et d'uniformes militaires, achat d'armes, augmentation du nombre de personnes dans l'armée, etc) avec le manque d'investissement dans la paix.

Selon cette personne, cela a toujours été "la position des dirigeants, des colons aux gouvernements nationaux. Cette situation a évolué et s'est aggravée au point que le rétrécissement de l'espace civique et politique et la répression à tout prix font partie du schéma de gouvernance".<sup>129</sup> L'accent mis sur les héritages historiques met également en lumière la question de la transmission intergénérationnelle des traumatismes et de la violence. WILPF Cameroun, à la suite de ses recherches, note que les idées inéquitables sur la virilité, qui cautionnent la violence, sont lentes à changer. Cela s'explique en partie par le fait que les conflits et la violence perturbent les possibilités d'aider les enfants à

guérir de la violence, notamment par le biais d'un soutien psychosocial ou d'une éducation plus générale. Voir la **section 4.4** pour un examen plus approfondi des souffrances et des traumatismes engendrés par le conflit armé et de leurs liens avec les masculinités.

Dans sa recherche sur les liens entre masculinités, violence et militarisation, l'étude de WILPF Cameroun a mis en évidence certaines complexités, qui peuvent ouvrir des voies de changement. Nonobstant les résultats de la recherche sur les normes enracinées des masculinités violentes, l'étude a également révélé un éventail de points de vue sur ce que l'on pourrait appeler "l'économie morale" de la violence masculine. Dans son groupe de discussion avec les chefs religieux et (54 hommes, 2 femmes), WILPF Cameroun a constaté que les participant·e·s considéraient l'utilisation de la violence pour régler les conflits familiaux/communautaires comme inacceptable et illégitime.

Loin de considérer la violence comme une expression "naturelle" de la masculinité pour maintenir la domination masculine, les chefs de communautés ne croient pas:

*que l'usage de la violence renforce le pouvoir et l'autorité de la personne qui l'exerce. Au lieu de cela, pour eux, les moyens à utiliser pour maintenir la paix sont le dialogue, les réunions hebdomadaires pour résoudre les conflits, l'isolement voire le bannissement de ceux qui commettent des actes illégaux, la collaboration avec les autorités locales, la prière et la sensibilisation.*<sup>130</sup>

L'étude de WILPF Cameroun a montré que très peu de chefs communautaires sont convaincus qu'il est légitime d'utiliser la violence pour rechercher la paix. Pourtant, cette insistance sur une masculinité ordonnée et disciplinée qui rejette la violence et l'agression est clairement en contradiction avec les réalités sur le terrain depuis 2017, où d'horribles actes de violence, perpétrés en grande majorité par des hommes, ont été généralisés. Comme le conclut le rapport d'étude de WILPF Cameroun:

*Alors que certains hommes décident de ne pas s'engager dans la violence, beaucoup se sentent contraints par la société à devenir violents, en raison des normes de genre les représentants puissants et censés défendre leur communauté ou leur groupe social en cas d'agression.*<sup>131</sup>

<sup>128</sup> Ibid. p29 [Version française]

<sup>129</sup> Ibid. p29 [Version française]

<sup>130</sup> Ibid. P40 [Version française]

<sup>131</sup> WILPF Cameroon (2022). p26 [Version française]

# 3.6

## RECRUTEMENT FORCÉ ET VULNÉRABILITÉ DES HOMMES

**L'une des conclusions frappantes de l'étude de WILPF Cameroun est la mesure dans laquelle les hommes, loin d'être simplement motivés par le rôle culturellement mandaté de protecteur masculin et de guerrier idéalisé, ont été contraints de se battre.**

L'étude de WILPF Cameroun note que "Dans le contexte de crise des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, de nombreux garçons se battent sans avoir d'autre choix".<sup>132</sup>

Pour éviter le recrutement, de nombreux jeunes hommes se cachent, réduisant leur activité sociale et économique au minimum, ou s'exilent, ce qui les éloigne de leur foyer et de leur communauté. Le rapport d'étude souligne que:

*Il y a un nombre important d'hommes et de garçons, en particulier des groupes armés et des services administratifs, qui ne sont pas satisfaits de leur poste. Beaucoup d'hommes civils ne veulent pas recourir à la force et c'est pourquoi, par exemple, beaucoup quittent les zones de conflit pour se rendre dans d'autres régions.*

<sup>132</sup> Ibid. p32 [Version française]

<sup>133</sup> Ibid. p32 [Version française]

*Des centaines de milliers de personnes, hommes et femmes confondus, se déplacent à l'intérieur du pays pour échapper aux conflits. Refusant la violence armée, elles choisissent plutôt de se cacher ou de fuir.<sup>133</sup>*

Comme l'indique Brun, «le déplacement de la population masculine, dont certains se cachent et d'autres s'exilent, a créé une situation sans précédent. Plusieurs informateurice-s clés ont souligné que dans certains villages, aucun homme de moins de 60 ans ne peut être trouvé».<sup>134</sup> Il est donc nécessaire de reconnaître la réticence de nombreux hommes à se battre. Brun indique clairement que cette réticence comporte des risques pour les hommes:

*Cette pression, particulièrement importante dans les zones rurales, s'exerce d'abord sur les hommes. Refuser de participer à la lutte armée comporte des risques: Ils peuvent être perçus comme des espions et n'ont d'autre choix que de rejoindre leur communauté, de s'y cacher ou de la fuir.<sup>135</sup>*

Parallèlement, en raison de leur genre et de leur âge, les jeunes hommes des zones touchées par le conflit

<sup>134</sup> Brun, D (2022). p17

<sup>135</sup> Ibid. p11



## 3.6

dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest sont considérés par les forces gouvernementales comme des combattants et présumés appartenir à des groupes armés antigouvernementaux. Les membres des factions armées étant majoritairement des hommes, les femmes ne sont pas perçues comme des combattantes potentielles. En étant identifiés comme des ennemis présumés, et donc des cibles légitimes pour les forces adverses, la masculinité de ces jeunes hommes est, de fait, militarisée. On est très loin de l'idéal guerrier si souvent invoqué dans l'utilisation du concept de "masculinités militarisées" pour explorer et expliquer les liens entre les hommes, le genre et la guerre.

L'hypothèse selon laquelle les jeunes hommes sont des combattants réels ou potentiels, indépendamment de leurs opinions ou de leur soutien aux actions antigouvernementales, fait d'eux des cibles d'attaque. Cette hypothèse, associée au fait que les hommes ont tendance à détenir des biens et de l'argent plus que les femmes, les expose à diverses menaces, notamment l'intimidation verbale, la corruption, l'extorsion, l'agression physique, l'arrestation et la détention arbitraires, en particulier lors des raids militaires dans les zones rurales et urbaines.

Les données disponibles, comme le précise Brun, suggèrent que «les hommes et les jeunes hommes restent les principales victimes des incidents de protection enregistrés, représentant entre 85% et 95% des personnes exposées à la torture ou aux traitements inhumains, au vol, à l'extorsion, à l'arrestation et/ou à la détention arbitraire ou illégale»<sup>136</sup>

Les données de suivi pour la région du Sud-Ouest du Conseil danois pour les réfugiés, citées par Brun, montrent que les garçons et les hommes constituent la grande majorité des personnes exposées à des incidents de protection en 2020, ayant subi 93% des passages à tabac, 96% des détentions illégales, 95% des tortures, 78% des enlèvements, 92% des exécutions extrajudiciaires et 95% des disparitions.<sup>137</sup>

La surveillance de la protection par INTERSOS et le HCR dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest pour la même période, également citée par Brun, révèle des différences significatives dans la vulnérabilité des genres à différents types de violations. Alors que toutes les victimes de recrutement forcé étaient des hommes, les hommes et les garçons constituaient 70% des victimes de détention illégale, 62% des personnes arrêtées arbitrairement, 54% des

personnes souffrant de blessures et de mutilations ou de traitements inhumains, 26% des personnes confrontées à des menaces contre leur vie et leur sécurité personnelle, 25% des personnes tuées et 1% des personnes touchées par la violence sexuelle et basée sur le genre.<sup>138</sup>

Dans un contexte d'insécurité croissante, de couvre-feux, de bouclages et de barrages routiers, les hommes et les garçons sont beaucoup plus susceptibles d'être arrêtés aux postes de contrôle militaires. De nombreuses personnes au Cameroun n'ont pas de documents d'identité officiels, et les déplacements ainsi que la désorganisation des systèmes administratifs liée à la crise ont fait de la perte ou de l'absence de documents d'état civil la source d'un risque important. Comme le note Brun, la peur de franchir les points de contrôle sans papiers et d'être harcelé par les autorités de sécurité décourage de nombreuses personnes, en particulier les hommes et les garçons, de se déplacer librement. Il n'est pas non plus facile d'obtenir des papiers en règle; les jeunes hommes et les adolescents sont particulièrement inquiets à l'idée d'approcher les autorités, de peur d'être arrêtés illégalement et détenus en tant que membres présumés des forces antigouvernementales.

<sup>136</sup> Brun, D (2022). p10

<sup>137</sup> Danish Refugee Council (2021). Protection Monitoring Report, Southwest Cameroon, Janvier à Décembre 2020. Copenhagen, Denmark: Danish Refugee Council.

<sup>138</sup> INTERSOS and UNHCR (2021). Protection factsheet, North West and South West Cameroon, 2020. Rome, Italie: INTERSOS and UNHCR.



## 3.6

Comme l'explique Brun:

*La crainte de devoir payer des pots-de-vin, d'être sanctionné pour l'absence d'un document d'identité ou d'être harcelé, agressé physiquement, torturé ou tué, a des conséquences directes sur la capacité des garçons et des hommes à chercher du travail et à entretenir des relations sociales normales. Pour ne pas attirer l'attention, les hommes ont tendance à éviter les points de contrôle, ce qui rend les trajets quotidiens pour gagner un revenu et jouer le rôle socialement attendu de pourvoyeur de famille souvent impossibles, les isolant encore plus et réduisant leur capacité à s'en sortir.*<sup>139</sup>

L'une des conclusions les plus claires de ce corpus de recherche est la mesure dans laquelle les hommes et les garçons sont piégés dans une position de "neutralité impossible", comme l'exprime Brun. Chaque fois qu'une attaque armée se produit, les jeunes hommes sont soupçonnés d'être impliqués. S'ils ne fournissent pas d'informations sur les attaques, ils sont considérés comme complices.

S'ils les partagent, ils risquent des représailles. Comme le souligne Brun, «pris dans la spirale de la peur, les hommes atténuent souvent leur exposition au risque en réduisant au minimum leurs activités économiques et sociales, en limitant leurs déplacements surtout à la tombée de la nuit et en évitant les rassemblements».<sup>140</sup>

Pour échapper à cette "neutralité impossible", beaucoup choisissent l'exil international. Le *Cameroon Conflict Research Group* rapporte que depuis 2016, plus de 1 000 Camerounais·es auraient fui vers les États-Unis pour demander l'asile face au conflit. La plupart sont des villageois·e·s anglophones fuyant l'instabilité politique dans leurs régions d'origine, qui craignent de rentrer en raison d'éventuelles violences de représailles de la part des forces antigouvernementales ou de l'armée. Beaucoup de ces demandeuse·s d'asile sont maintenant bloqués au Mexique, en raison d'un changement dans les politiques d'asile mexicaines.<sup>141</sup>

Les recherches de l'Organisation internationale pour les migrations, citées par Brun, sur les retours volontaires des Camerounais·es dans leur pays, indiquent que ces migrations internationales sont principalement le fait d'hommes, et qu'environ 90% des migrants masculins ne sont pas accompagnés.

---

<sup>139</sup> Brun, D (2022). p12

<sup>140</sup> Ibid. p11

<sup>141</sup> Willis, R, J Angove, C Mbinkar and J McAuley (2020).

# 3.7

## SOUFFRANCE ET VIOLENCE GENRÉES

### En soulignant ces différents aspects de la vulnérabilité des hommes à la violence, à la souffrance et à la mort, l'étude de WILPF cherche à clarifier les spécificités genrées des conflits armés et de leurs impacts.

La dislocation de l'économie agricole dans de nombreuses communautés anglophones a eu des effets dévastateurs sur la vie et les moyens de subsistance de nombreuses femmes rurales, compte tenu de leur implication et de leur dépendance à l'égard de l'agriculture de subsistance. Les recherches menées par le Centre pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique en 2019 notent que "les déplacements massifs dans les régions anglophones ont forcé les civils à fuir à la suite d'attaques sur les villages et des niveaux élevés d'insécurité qui prévalent dans les deux régions"<sup>142</sup> Le rapport poursuit:

*Les agricultrices sont déjà vulnérables parce qu'elles ont généralement peu ou pas d'accès légal aux titres fonciers et qu'elles comptent souvent sur l'aide de leurs maris ou de leurs fils pour les tâches physiquement difficiles comme le défrichage. Cependant, les meurtres*

*et les arrestations arbitraires d'hommes et de garçons dans ces communautés rurales ont laissé les femmes avec peu ou pas d'aide ou de soutien.*<sup>143</sup>

Le rapport détaille les souffrances qui en ont résulté:

*La plupart des personnes déplacées souffrent du paludisme après avoir dormi dans la rue sans aucune protection. Les filles et les jeunes femmes n'ont pas accès à des serviettes hygiéniques ou à des produits d'hygiène de base et sont obligées d'utiliser ce qui est disponible dans leur environnement, ce qui entraîne de graves infections.*<sup>144</sup>

Il est également évident que les femmes et les filles sont particulièrement menacées de violences physiques et sexuelles en raison des déplacements et des conflits. Au cours des 24 mois qui ont suivi l'escalade de la crise, le Centre pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique a mené des missions d'enquête et interrogé des femmes et des filles sur la violence basée sur le genre et les agressions sexuelles, y compris des femmes et des jeunes filles détenues.

<sup>142</sup> CHRDA (2019). p29

<sup>143</sup> CHRDA (2019). p33

<sup>144</sup> CHRDA (2019). p29-30

### 3.7

Ces recherches ont révélé que plus de 75% des femmes interrogées avaient subi des violences physiques ou sexuelles:

"Les forces militaires et de sécurité ont maltraité des femmes déplacées et exploité sexuellement des réfugiées voyageant sans carte d'identité nationale, en échange de quoi elles ont été autorisées à franchir les points de contrôle de sécurité".<sup>145</sup>

Les personnes interrogées dans le cadre de l'étude de WILPF au Cameroun ont déclaré que "les violences basées sur le genre (viols, agressions sexuelles, violences physiques et psychologiques, mariages forcés, déni d'opportunités et de ressources), l'exploitation et les abus sexuels» sont «vécus au quotidien» et «n'offensent plus grand monde".<sup>146</sup>

Le fait que la violence basée sur le genre soit à la fois répandue et acceptée est attribué à la fois aux normes patriarcales sous-jacentes qui sanctionnent la violence en tant qu'expression légitime de la masculinité et du contrôle des hommes sur les femmes, et aux effets des conflits armés prolongés qui ont normalisé l'usage de la violence. L'étude de WILPF note que les femmes se réfugient dans les centres

urbains pour échapper à cette violence, mais qu'elles sont confrontées à des conditions de vie difficiles; dans certains cas, elles sont encore moins protégées contre la violence que dans leurs communautés d'origine. En notant ces impacts genrés sur la vie des femmes et des filles, Brun souligne la nécessité de reconnaître les manières spécifiquement genrés dont les hommes et les garçons peuvent également souffrir du conflit armé:

*Les femmes et les enfants sont confrontés à des risques spécifiques et leurs besoins sont, à juste titre, mis en évidence et pris en compte par la communauté humanitaire dans la mesure où les questions de financement et d'accès le permettent. La situation et les besoins spécifiques des garçons adolescents et des hommes, sont souvent moins bien compris. Il existe une disparité flagrante dans les informations disponibles sur les différents effets des crises sur les populations féminines et masculines.<sup>147</sup>*

Comme l'a constaté Brun dans son étude sur les expériences des jeunes hommes face au conflit au Cameroun, la spécificité de la souffrance des hommes est liée, en

partie, au fait qu'ils sont présumés être des combattants, indépendamment de leur implication dans le conflit; la militarisation des masculinités dont il a été question plus haut. La souffrance des hommes est également liée aux attentes de genre à leur égard en tant que pourvoyeurs et protecteurs de leur famille:

*Les dommages psychologiques dont souffrent les garçons et les hommes ne sont pas seulement dus à la crise et aux effets du déplacement qui l'accompagnent, mais aussi à la perte perçue de leur statut et de leur identité en tant que décideurs, protecteurs et soutiens de famille. Dans une société où l'on suppose que les hommes protègent et subviennent aux besoins financiers, les garçons et les hommes se sentent souvent incapables de répondre aux attentes et de se montrer à la hauteur de ce qu'ils considèrent comme leur rôle.<sup>148</sup>*

Une autre analyse de Fonjong fait écho à ce constat, lorsqu'il note que les hommes "ont perdu leurs sources de revenus et leur statut de chef de famille puisqu'ils ne peuvent plus assurer la santé, l'éducation et les autres besoins fondamentaux de la famille", ce qui "est psychologiquement

<sup>145</sup> Ibid. p33

<sup>146</sup> WILPF Cameroon (2022). p30 [Version française]

<sup>147</sup> Brun, D (2022). p7

<sup>148</sup> Brun, D (2022). p19

### 3.7

troublant pour la plupart des hommes ruraux [...] qui ont longtemps joui de ce statut exclusif grâce aux revenus tirés des exploitations de café et de cacao".<sup>149</sup>

Les perturbations de l'éducation ont également eu un impact sur la vie des garçons et des jeunes hommes. Comme le soulignent Willis et al, "[l]e thème de l'éducation a été au cœur de ce conflit", étant donné que:

*Après que les avocat·e·s ont commencé à protester pacifiquement contre la nomination de juges francophones dans les tribunaux civils anglophones, les enseignant·e·s n'ont pas tardé à suivre, protestant contre un empiètement similaire dans le secteur de l'éducation. Et depuis que l'État a répondu à ces protestations par la force, les écoles sont devenues un véritable champ de bataille.*<sup>150</sup>

Depuis la fin de l'année 2016, les forces antigouvernementales ont exigé la fermeture des écoles, menaçant ou incendiant les établissements restés ouverts. En conséquence, environ 80% des établissements scolaires des régions anglophones ne fonctionnent plus, une situation exacerbée par la pandémie de Covid-19. Brun note que les difficultés "d'accès à

l'éducation, associées à de lourds défis financiers, ont conduit à des mécanismes d'adaptation négatifs, y compris une augmentation du travail et de l'exploitation des enfants", et que "lorsque les garçons adolescents prennent de petits emplois, ils risquent davantage d'adopter des stratégies d'adaptation négatives pour maintenir leurs moyens de subsistance, telles que le vol et le banditisme".<sup>151</sup>

Une conclusion particulière de l'étude de Brun concerne les aspects psychologiques de l'expérience du conflit par les hommes et les garçons. Plusieurs organisations interrogées dans le cadre de la recherche ont fait état de niveaux accrus de détresse psychologique chez les hommes, conduisant parfois à des troubles de la santé mentale et à des dépendances. Faisant écho au récit de Hoffman selon lequel les jeunes combattants masculins du conflit au Libéria et en Sierra Leone étaient "détachés de pratiquement toute certitude sur eux-mêmes ou sur leur monde",<sup>152</sup> Brun écrit ce qui suit:

*En l'absence de solution à la crise, les garçons adolescents et les hommes, ont l'impression d'avoir perdu le contrôle de leur vie et de leur avenir. Les problèmes liés à la documentation civile, à la mobilité restreinte, à la*

*violence ciblée, aux possibilités d'éducation limitées et à l'insuffisance de travail et de revenus ont tous contribué à un sentiment d'impuissance, ainsi qu'à des niveaux élevés d'anxiété, de stress, de frustration, de colère et, en fin de compte, à une perte d'estime de soi.*<sup>153</sup>

Les membres des groupes armés non étatiques interrogés dans le cadre de l'étude de WILPF Cameroun ont fait écho à ces résultats de recherche sur la détresse psychologique des hommes. L'un d'entre eux a déclaré: "J'ai été dans la brousse sans vie propre et nous sommes ciblés". Un autre a commenté: "Les hommes sont psychologiquement impactés par les conflits, et ils peuvent devenir très violents".<sup>154</sup>

Les normes de masculinité qui prévalent, assimilant la virilité à la démonstration de force et à la dissimulation des sentiments, ont laissé de nombreux hommes et garçons mal équipés pour faire face à cette détresse psychologique.

Cette répression émotionnelle est également associée à une consommation accrue de substances comme mécanisme d'adaptation, dont les effets anesthésiants peuvent également contribuer à la perpétration de violences par les hommes.

<sup>149</sup> Fonjong, L (2022).

<sup>150</sup> Willis, R, J Angove, C Mbinkar and J McAuley (2020). p29

<sup>151</sup> Brun, D (2022). p15

<sup>152</sup> Hoffman, D (2011). p106

<sup>153</sup> Brun, D (2022). p19

<sup>154</sup> WILPF Cameroon (2022). p33 [Version française]



### 3.7

L'étude de Brun a révélé que "l'attente sociale d'avoir à agir avec fermeté face à la violence est, selon plusieurs informateurs, un obstacle supplémentaire qui empêche les hommes et les garçons de signaler facilement les violations qui leur sont infligées".<sup>155</sup> Cette répression émotionnelle est également associée à une consommation accrue de substances comme mécanisme d'adaptation, dont les effets anesthésiants peuvent également contribuer à la perpétration d'actes de violence par les hommes. Comme le rapporte Brun:

*La société camerounaise impose traditionnellement aux hommes des attentes rigides, telles que montrer de la force et cacher ses sentiments. En raison de l'idée dominante selon laquelle un "vrai homme" doit être dur et ne pas montrer sa peur ou sa tristesse, les émotions peuvent rester "enfermées à l'intérieur". La consommation de drogues, de tabac et d'alcool est, pour certains garçons adolescents et hommes, le moyen le plus facile d'endormir la douleur et de faire face à ces émotions non reconnues.*<sup>156</sup>

Cela peut conduire à des comportements socialement perturbants, avec des conséquences pour les familles et la communauté dans son ensemble.

<sup>155</sup> Brun, D (2022). p12

<sup>156</sup> Ibid. p19

<sup>157</sup> Ibid. p20

Certains éléments indiquent que les taux de dépression et de tentatives de suicide sont en augmentation chez les hommes. Dans un contexte de violence généralisée à l'encontre des femmes, liée à leur subordination sociale, qui existait avant le début du conflit armé, il est "évident que la détresse des hommes dans les NOSO, due à la diminution de leurs revenus et de leur pouvoir social par rapport aux femmes, a accru les tensions".<sup>157</sup> Les données de recherche indiquent que le conflit armé a entraîné une recrudescence de la violence des hommes à l'égard des femmes, y compris des abus psychologiques et physiques. Comme l'écrit Brun:

*Ayant perdu le pouvoir économique qui leur permettait de dominer, certains hommes ont l'impression d'avoir perdu leur virilité. Ils sont frustrés par leur manque de perspectives économiques et leur incapacité à se conformer aux modèles dominants et pourtant inaccessibles de la masculinité. Ces sentiments, combinés au fait que la violence est considérée comme socialement acceptable dans certaines communautés, conduisent à la violence domestique comme moyen d'affirmer leur autorité et leur domination.*<sup>158</sup>

<sup>158</sup> Ibid. p20

<sup>159</sup> Ibid. p12

Certains éléments indiquent également que, comme c'est le cas dans les autres conflits armés, les hommes et les garçons peuvent devenir la cible de violences sexuelles. Brun note que ces "violations restent largement inexprimées et cachées".<sup>159</sup>

Les données de suivi sur les violences basées sur le genre dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en février 2022 révèlent que 19% des survivant·e·s sont des hommes. En effet, certains types de violence perpétrés contre les hommes, tels que la nudité forcée, l'humiliation sexuelle et les traumatismes génitaux contondants, ne sont souvent pas signalés comme des violences basées sur le genre. L'accent étant mis sur le viol, ces autres formes de violence ne sont souvent pas considérées comme franchissant le seuil de la violence sexuelle. Les études montrent que l'ampleur des déplacements de population accroît également la vulnérabilité aux abus sexuels, à l'exploitation et à la violence. Les enfants séparés et non accompagnés, y compris les garçons, sont particulièrement vulnérables dans de telles situations. Ce problème reste largement méconnu, et encore moins traité. Comme dans de nombreux autres pays, il est difficile de poursuivre les auteurs de viols au Cameroun, car le



### 3.7

code pénal ne reconnaît pas le crime de viol à l'encontre des hommes. Au lieu de cela, les juristes doivent utiliser le terme "homosexualité forcée" comme élément de la procédure judiciaire, avec toute la stigmatisation qui en découle dans un pays où l'homosexualité est criminalisée. La honte intense que les hommes et les garçons peuvent ressentir par rapport à leur victimisation, en raison des associations entre la violence sexuelle et la féminisation et/ou l'homosexualité, les dissuade de porter plainte. D'après les recherches rassemblées par Brun, il est également clair que les garçons et les hommes ne signalent pas les violations dont ils sont victimes parce qu'ils ne font pas confiance à la police et aux services judiciaires, en raison du manque de services sanitaires, psychosociaux et juridiques dans certaines régions, et parce qu'ils craignent pour leur sécurité.

De même, les recherches de Brun suggèrent qu'un obstacle important empêchant des réponses plus efficaces aux souffrances des hommes et des garçons, y compris leurs expériences d'abus sexuels, d'exploitation et de violence, réside dans les prestataires de services eux-mêmes.

Les agences humanitaires sont toujours réticentes ou incapables de reconnaître les manières spécifiquement genrées dont les hommes et les garçons peuvent également souffrir en raison du conflit armé. Cet aspect de la réponse humanitaire est abordé ci-après.

# 3.8

## RÉPONSE HUMANITAIRE ET BINARITÉ DE GENRE

**Les domaines connexes de l'aide humanitaire, des interventions d'urgence et de la consolidation de la paix après les conflits ont fait des progrès significatifs ces dernières années, tant en reconnaissant que pour répondre à l'éventail des préjudices et des menaces de protection auxquels sont confrontées les femmes et les filles à la suite d'un conflit armé.**

Des progrès similaires doivent encore être réalisés en ce qui concerne les expériences diverses et complexes des hommes et des garçons dans les conflits armés, en tant que combattants, victimes et populations affectées.

En effet, les récits et les représentations de ces expériences, utilisés par les médias et les acteurs humanitaires, continuent de se concentrer sur les combattants masculins. Comme le suggère Hoffman, ces récits, tels qu'ils sont déployés dans et à propos des conflits du Sud, sont souvent implicitement, et parfois

explicitement, racialisés, car "quoi que l'on puisse dire ou écrire pour tenter d'humaniser les jeunes combattants masculins des milices en Afrique, l'image visuelle de corps d'hommes noirs armés porte un bagage diabolisant qui, pour de nombreux téléspectateurs, peut être inéluctable".<sup>160</sup>

Il est urgent de rendre plus complexe la compréhension des spécificités de genre des conflits armés et de leurs effets néfastes. Pourtant, les 18 organisations interrogées dans le cadre de l'étude de Brun sur les expériences des jeunes hommes dans les conflits armés au Cameroun ont unanimement reconnu que, par rapport aux femmes et aux filles, la communauté humanitaire n'accorde pas l'attention et l'assistance nécessaires aux garçons adolescents et aux hommes.

L'examen des documents de planification stratégique, des rapports des secteurs humanitaires et des propositions de projets souligne que la vulnérabilité des femmes est souvent simplement acceptée comme un fait qui ne nécessite aucune justification ou analyse. La représentation de la population féminine dans les régions du Cameroun touchées par le conflit tend à associer les

<sup>160</sup> Hoffman, D (2011).

### 3.8

femmes, la violence sexuelle et la vulnérabilité. Comme le note Brun, "l'idée que les femmes sont en toutes circonstances les plus touchées, même lorsque les données disponibles pourraient nuancer cette perception, peut parfois induire en erreur les interventions".<sup>161</sup>

L'étude a examiné la documentation relative aux projets de protection et a constaté que, bien que les hommes soient particulièrement touchés par cette crise de protection, seuls 9% des propositions de projets de protection examinées traitent de la manière dont la crise affecte les garçons et les hommes (contre 32% qui mentionnent la manière dont les femmes sont affectées). Cinquante-six pour cent des propositions de protection comprennent des activités ciblant les femmes, contre 12 qui comprennent des actions axées sur les hommes. Brun explore plusieurs raisons pour expliquer cette négligence relative de la vulnérabilité masculine.

La première est une vision implicitement essentialiste de la vulnérabilité, fondée sur le binaire du genre, qui associe nécessairement la vulnérabilité à la femme, en tant que terme subordonné dans le binaire. Comme le suggère Brun, cette "perception essentialiste de la vulnérabilité, qui prive

les femmes et les filles de toute forme d'action, empêche également de reconnaître la marginalisation ou la vulnérabilité des hommes".<sup>162</sup> La deuxième raison, paradoxale, est que l'accent mis sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles a parfois occulté d'autres questions, telles que la pauvreté et l'exclusion sociale; l'«accent mis sur la violence fondée sur le genre, bien que cela permette d'apporter une aide indispensable aux survivant·e·s, ne permet pas de s'attaquer aux causes profondes de ce phénomène».<sup>163</sup>

De même, cette focalisation sur la violence liée au genre, et en particulier sur la violence sexuelle, peut détourner "l'attention d'autres formes de violence qui sont également horribles, telles que la torture non sexuelle, les arrestations arbitraires, le recrutement d'enfants soldats et les meurtres".<sup>164</sup>

Un examen de la documentation disponible auprès des agences humanitaires, mené par Brun, montre clairement que ces autres formes de violence sont régulièrement documentées mais rarement analysées en termes de genre, en tant que formes de violence auxquelles les hommes et les garçons sont souvent particulièrement vulnérables. L'étude suggère que cela est lié à une vision binaire du ciblage de l'aide humanitaire: les femmes

ont besoin d'aide, les hommes peuvent s'en sortir. Dans un contexte de sous-financement chronique, il est clair que des choix difficiles doivent être faits pour déterminer qui aider. Mais, en écho aux normes de masculinité qui insistent sur la force et l'indépendance des hommes, il semble que le «consensus selon lequel les femmes et les filles sont les plus vulnérables est lié à la perception commune au sein de la communauté humanitaire que les hommes, bien qu'également touchés, sont les plus à même de s'occuper d'eux-mêmes et de gérer les complexités de la crise sans aide».<sup>165</sup>

Par conséquent, les hommes peuvent ne pas être prioritaires lorsque les organisations définissent qui doit être aidé en premier. Les jeunes hommes, en particulier, ne sont pas considérés comme ayant besoin d'une aide humanitaire, à la fois parce que leur vulnérabilité est rarement reconnue et parce qu'ils sont facilement stigmatisés en tant que combattants potentiels et auteurs de différentes formes de violence. De même, comme l'explique Brun, dans un environnement politique tendu, où les garçons adolescents et les hommes, sont systématiquement suspectés par les militaires, il peut s'avérer périlleux de leur apporter une réponse humanitaire ciblée.

<sup>161</sup> Brun, D (2022). p24

<sup>162</sup> Ibid. p23

<sup>163</sup> Brun, D (2022). p23

<sup>164</sup> Ibid. p24

<sup>165</sup> Ibid. p24

### 3.8

Plusieurs informateur·ice·s clés interrogé·e·s dans le cadre de l'étude de Brun ont expliqué que la communauté humanitaire craignait qu'en aidant la population masculine, les structures d'aide soient étiquetées comme soutenant les forces antigouvernementales ou comme prenant parti pour les factions rivales de ces forces.

Au fil des ans, des organisations humanitaires ont été attaquées, en particulier dans le secteur de la santé.

Le personnel de santé a été attaqué par les différentes parties au conflit violent pour avoir soigné des hommes blessés. Les informateur·ice·s clés ont également exprimé des inquiétudes légitimes quant à la difficulté de cibler correctement les programmes destinés aux hommes et aux garçons touchés par le conflit.

Dans la pratique, il est parfois difficile de faire la distinction entre les hommes civils, les espions et les combattants.

Étant donné que les hommes et les garçons peuvent également être impliqués dans les hostilités, certaines organisations hésitent à s'engager dans des programmes qui leur sont destinés.



04

**HOMMES ET PAIX FÉMINISTE: ORIENTATIONS DU TRAVAIL**



# 4.1

## SOUTENIR L'ACTIVISME FÉMINISTE POUR LA PAIX ET LA JUSTICE

### L'expérience vécue ainsi que la recherche empirique montrent clairement que les perspectives et les progrès vers une paix féministe dépendent de l'activisme féministe mené par les femmes.

Comme l'explique Kaushal, même si "les voix des femmes issues de différents milieux sociopolitiques sont largement marginalisées dans la couverture du conflit", il n'en reste pas moins que "les groupes de femmes s'organisent et adressent des demandes à l'État et à d'autres organismes".<sup>166</sup> Une série de tactiques ont été utilisées, y compris "des modes de protestation traditionnels pour générer une solidarité politique et demander une plus grande inclusion au sein de l'État"<sup>167</sup> ainsi que "des méthodes qui choqueraient les agents masculins de l'État, comme se déshabiller en public, afin d'affirmer leur pouvoir dans les espaces publics".<sup>168</sup> Kaushal note que:

*Plusieurs groupes de femmes, tels que 74 et Women for Change, se sont rassemblés pour exiger l'inclusion des femmes dans les processus de paix et dans tout dialogue futur. Ils ont mené une campagne sur les médias sociaux*

<sup>166</sup> Kaushal, T (2020). p8

<sup>167</sup> Ibid. p8

<sup>168</sup> Ibid. p9

*lors de la Journée internationale de la femme en 2019 pour attirer l'attention sur ces demandes.*<sup>169</sup>

Ces demandes restent largement insatisfaites. Pour tenter de résoudre le conflit actuel, le gouvernement a organisé un Grand dialogue national du 30 septembre au 4 octobre 2019. Bien que largement critiqué pour son manque d'inclusivité et la surreprésentation des francophones, le Grand dialogue national a conduit à la libération de centaines de prisonniers politiques et a recommandé la mise en place de nouvelles institutions politiques. Cela a conduit à l'octroi d'un statut spécial aux deux régions anglophones en conflit, bien que, comme le notent Adams et Fonjong, "ce statut soit resté en deçà des appels à l'indépendance ou à un retour au fédéralisme".<sup>170</sup>

En outre, le gouvernement a réorganisé l'administration locale dans tout le pays, en créant dix nouveaux conseils régionaux et 14 conseils municipaux. Ces réformes institutionnelles font suite à la création de deux commissions visant à résoudre le conflit anglophone, à savoir la Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme (CNPBM, créée en

<sup>169</sup> Ibid. p9

<sup>170</sup> Adams, M and L Fonjong (2023). *Anglophone Conflict, New Institutions, and Women's Access to Political Power in Cameroon. Africa Today* 69(4): (Juin 2023, en cours d'impression). p2

## 4.1

janvier 2017) et le Comité national pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration (CNDDR, créé en novembre 2018). Cette vague de réformes institutionnelles n'a toutefois fait qu'asseoir la domination masculine au sein du gouvernement au lieu de la remettre en question.

Comme l'ont révélé des recherches récentes, les présidents de tous les nouveaux conseils régionaux sont des hommes, les maires de tous les nouveaux conseils municipaux sont des hommes, et les hommes constituent une super-majorité au sein du CNPBM, tandis que les membres du CNDDR sont uniquement des hommes. Comme l'indique clairement un rapport de cette recherche:

*Sur la base d'une analyse de la représentation politique des femmes dans ces institutions et des réponses à une enquête en ligne sur les effets genrés du conflit et l'accès des femmes au pouvoir politique, nous concluons que les nouvelles institutions créées en réponse au conflit anglophone n'ont pas créé d'opportunités pour les femmes.*<sup>171</sup>

Les défis auxquels est confronté l'activisme des femmes en faveur de la paix restent importants.

Pourtant, ce militantisme peut s'appuyer sur une longue tradition de protestations féminines contre l'une des principales causes du conflit armé actuel, à savoir la dépossession des terres. Comme le montrent clairement les recherches menées par Fonjong et al, dans «presque toutes les communautés affectées étudiées, les femmes étaient rarement représentées de manière formelle ou informelle dans les négociations foncières accordant des concessions aux investisseurs».<sup>172</sup>

Mais dans un article de 2017, Fonjong passe en revue les nombreuses façons dont les femmes se défendent:

*Se sentant flouées, bien que généralement laissées pour compte dans le processus d'attribution des terres aux investisseurs sans participation, emploi ou compensation, les femmes se battent ensemble. Les actions sociales et juridiques des femmes produisent des résultats de grande portée.*<sup>173</sup>

Dans son document de référence de 2021 pour l'étude de WILPF Cameroun, Fonjong fait la lumière sur l'histoire de l'activisme des femmes et sur les différentes façons dont les hommes l'ont soutenu:

*La résistance locale contre l'expropriation des terres au Cameroun remonte aux premières explorations européennes. Le leadership et l'action des femmes ont été une dimension essentielle des luttes autour de la terre. Le soutien des hommes aux femmes a été peu remarqué ou commenté.*<sup>174</sup>

Comme le note Fonjong, «dans de nombreux cas, les hommes, et en particulier les jeunes hommes, ont soutenu les luttes des femmes pour revendiquer leurs terres, même s'ils l'ont fait dans l'ombre et d'une manière qui n'a souvent pas été remarquée par les recherches».<sup>175</sup> Dans certains cas, il y a eu une division du "travail de protestation": les hommes et les chefs locaux ont fait part à l'administration de plusieurs préoccupations concernant le risque pour la population de perdre ses moyens de subsistance locaux au profit des plantations, tandis que les femmes et les jeunes ont protesté physiquement sur les terres, en bloquant l'accès aux plantations. Au-delà de cette division du travail de protestation, l'étude de WILPF Cameroun souligne la nécessité de construire des alliances plus solides entre les organisations de défense des droits des femmes et les groupes travaillant avec les hommes sur les questions d'égalité des genres.

<sup>171</sup> Adams, M and L Fonjong (2023). p1

<sup>172</sup> Fonjong, L, I Sama-Lang, L Fombe and C Abonge (2016). p428

<sup>173</sup> Fonjong, L (2017). p1121

<sup>174</sup> Fonjong, L (2022).

<sup>175</sup> Ibid.

## 4.1

Les responsables de la société civile interrogés dans le cadre de l'étude de WILPF Cameroun ont insisté sur le fait que «la création d'alliances entre les organisations travaillant avec des hommes ou des femmes est recommandée afin de confronter les masculinités négatives dans divers domaines».<sup>176</sup>

En effet, le processus de recherche lui-même a favorisé la création d'alliances, comme le note le rapport de WILPF Cameroun:

*Par exemple, le résultat de notre projet est le renforcement du partenariat avec des organisations locales, telles que Femmes pour la promotion du leadership moral (FEPLEM), Youth for Peace et Hommes engagés pour la promotion du genre et l'égalité entre les genres (HEPROGES) dans la région Est, Cameroun pour un monde au-delà de la guerre, Horizon Jeune et CIBAEVA dans la région de l'Ouest. Cela a permis de mener des dialogues solidaires et des entretiens avec les acteurs du projet.*<sup>177</sup>

---

<sup>176</sup> WILPF Cameroon (2022). p42 [Version française]

<sup>177</sup> WILPF Cameroon (2022). p54 [Version française]

# 4.2

## S'APPUYER SUR L'ÉVOLUTION DES RELATIONS ENTRE LES GENRES

### Les changements dans les relations entre les genres résultant du conflit armé créent également des opportunités pour un activisme trans-genre faveur de la paix et de la justice.

Les recherches sur l'impact du conflit armé montrent clairement que les bouleversements économiques et les déplacements massifs de population perturbent les relations et les hiérarchies traditionnelles entre les genres. Fonjong note que:

*Le conflit anglophone redéfinit les rôles de genre et repousse la majorité des hommes en marge du processus décisionnel, tout en concentrant le pouvoir entre les mains des hommes qui recourent à la violence. Pour la majorité des hommes, ébranlés par les conséquences du conflit, et peut-être surtout pour les hommes qui sont maintenant des déplacés internes ou des réfugiés, ce conflit a remis en question la capacité des hommes à répondre aux attentes sociales selon lesquelles ils doivent protéger, pourvoir aux besoins et prendre des décisions.<sup>178</sup>*

La mobilité restreinte des hommes et leur perte de pouvoir économique dans les zones rurales des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ont ouvert des perspectives aux femmes:

*Les femmes sont souvent désignées pour retourner dans les villages malgré l'insécurité, pour des funérailles ou des urgences, parce qu'elles sont considérées comme "inoffensives" et moins menaçantes que les hommes. Cela leur a donné de nouveaux rôles, une stature et des pouvoirs qu'elles n'avaient pas avant la guerre. Ensemble, ces forces ont créé des changements dans les rôles et les possibilités des genres.<sup>179</sup>*

Lors des discussions de groupe avec les membres de la communauté pour l'étude de WILPF Cameroun, les participant·e·s ont unanimement déclaré que la perception des rôles et des relations entre les genres avait considérablement changé, les filles pouvant parfois aller à l'école et les femmes pouvant faire les mêmes travaux que les hommes, même si ces changements sont associés à des hommes qui les autorisent. Lors d'un FGD à Bamenda, des femmes ont déclaré:

<sup>178</sup> Fonjong, L (2022).

<sup>179</sup> Ibid.



## 4.2

*Les femmes ne sont plus considérées comme des femmes au foyer, mais comme des créatrices d'emplois. Les hommes comprennent maintenant qu'un foyer est meilleur lorsqu'il y a une femme. Il y a des changements dans l'éducation, plus de femmes vont à l'école, les croyances sociétales ont changé. Maintenant, les femmes peuvent travailler, contrairement à avant où les femmes n'avaient qu'une place dans la cuisine.*<sup>180</sup>

D'autre part, les conclusions de ces groupes de discussion montrent que les hommes continuent à prendre des décisions au nom des femmes, bien qu'ils ne partagent pas les mêmes expériences que les femmes et les filles. Cela a limité la contribution des femmes en matière de paix, même si les questions d'égalité des genres et de paix les touchent de manière disproportionnée. Certains éléments indiquent également que ces changements dans les relations entre les genres ont provoqué une résistance et une réaction négative de la part des hommes dans certains cas. Brun souligne que «les hommes ressentent également comme un affront le changement des rôles familiaux traditionnels, les femmes assumant des fonctions traditionnellement masculines»<sup>181</sup>

Mais comme l'explique Fonjong, "la dynamique socio-économique crée de nouvelles opportunités pour que la lutte

des femmes pour les droits fonciers soit soutenue par les hommes, car tous deux se considèrent non pas comme des rivaux, mais comme des partenaires dans le progrès de leur ménage et de leur communauté".<sup>182</sup> Dans les entretiens avec les responsables de la société civile menés dans le cadre de l'étude de WILPF au Cameroun, les personnes interrogées ont noté que les changements dans les relations entre les genres sont déjà évidents dans "les manifestations quotidiennes de l'égalité des sexes: c'est-à-dire des hommes qui cuisinent, nettoient, éduquent les filles, etc".<sup>183</sup> Ces entretiens montrent clairement que certains hommes réagissent positivement aux changements dans les relations entre les genres. Toutes les responsables de la société civile interrogées par WILPF Cameroun dans le cadre de son étude ont indiqué qu'ils et elles pensaient qu'un engagement accru des hommes dans les organisations de défense des droits des femmes pourrait contribuer à faire progresser l'égalité entre les genres.

Le renforcement de l'allié masculin dans les luttes pour les droits des femmes a été souligné comme une priorité urgente. Comme l'a déclaré un responsable de la société civile, "le fonctionnement des communautés sera plus serein

avec l'implication des hommes et des femmes dans la prise de décision, les femmes auront plus de temps pour mener à bien d'autres activités".<sup>184</sup>

Dans son document de référence, M. Fonjong décrit quelques-uns des moyens pratiques par lesquels les hommes, dans leurs différents rôles et positions institutionnelles, ont soutenu les droits des femmes à la terre et à la justice économique. Il s'agit notamment des efforts déployés par certains chefs pour user de leur influence permanente sur les interprétations du droit coutumier afin de promouvoir les droits de succession des femmes. En outre, les juges et les avocats ont une influence sur le droit foncier coutumier et légal, ce qui signifie que "l'activisme judiciaire est donc important pour la promotion des droits fonciers des femmes lorsqu'il y a conflit ou confusion entre les lois et les coutumes".<sup>185</sup>

Dans le même temps, certains signes montrent que les hommes, en tant que maris et pères, saisissent les occasions de promouvoir les droits fonciers des femmes, en achetant et en enregistrant des terres au nom de leurs épouses ou de leurs filles.

<sup>180</sup> WILPF Cameroon (2022). p36 [Version française]

<sup>181</sup> Brun, D (2022). p20

<sup>182</sup> Fonjong, L (2022).

<sup>183</sup> WILPF Cameroon (2022). p42 [Version française]

<sup>184</sup> Ibid. p42 [Version française]

<sup>185</sup> Fonjong, L (2022).



## 4.2

De même, "d'autres hommes plaident pour que l'agriculture communautaire traditionnelle soit convertie en exploitations individuelles, ce qui pourrait favoriser la propriété foncière privée pour les femmes".<sup>186</sup> Les efforts visant à mobiliser les hommes pour la construction de la paix féministe doivent s'appuyer sur ces exemples de soutien des hommes aux luttes pour les droits des femmes.

L'étude de WILPF Cameroun souligne le rôle crucial que les chefs traditionnels peuvent jouer à cet égard. Ces derniers peuvent garantir et protéger les droits fondamentaux des filles et des femmes, notamment le droit à l'éducation, le droit de posséder des terres et d'hériter d'un parent, ainsi que le droit de choisir librement son conjoint. Des discussions de groupe ont été menées avec 56 chefs communautaires (religieux et traditionnels) dans les régions de l'Est et de l'Ouest du Cameroun, dont deux femmes et 54 hommes.

Ces groupes de discussion ont attiré l'attention sur les progrès réalisés en termes d'égalité d'accès à l'éducation pour les filles et les garçons. La grande majorité des dirigeants ont approuvé l'égalité du droit à l'éducation pour les filles

et les garçons, soulignant les initiatives spéciales visant à améliorer l'accès des filles par la sensibilisation des parents, les conseils, les prières et le paiement des frais de scolarité. Un pasteur a souligné que des efforts particuliers devaient être faits pour maintenir les filles à l'école, car "notre communauté est composée à 60% d'étudiantes dont nous avons parfois la charge".<sup>187</sup> En ce qui concerne la participation des femmes à la prise de décision au niveau de la famille et de la communauté, la plupart des chefs traditionnels et religieux interrogés ont estimé que des progrès avaient été réalisés, bien que l'étude de WILPF Cameroun n'ait pas été en mesure de vérifier ou de quantifier ces progrès. La plupart des chefs ont convenu qu'il fallait faire plus pour éduquer les hommes sur les droits des femmes et pour aider les femmes à avoir plus d'influence dans leur rôle décisionnel, ainsi que pour renforcer les droits des femmes dans le droit coutumier et traditionnel. Les recherches de Fonjong sur le rôle des hommes dans la promotion de l'égalité des genres dans les zones rurales du Cameroun ont souligné la nécessité de faire connaître et de célébrer les efforts invisibles déployés par certains groupes d'hommes pour faire progresser l'égalité des genres, à la fois parce que ces efforts sont importants en soi et parce que la mise en lumière

de ces pratiques peut faire évoluer les normes sociales et encourager d'autres hommes à défendre de la même manière les droits des femmes. Comme le note Fonjong:

*Les chefs peuvent donc être les catalyseurs d'un changement de paradigme qui attirera ceux qui ont des idées conservatrices sur l'importance des droits des femmes pour le développement et la société. En créant un environnement favorable et en montrant l'exemple à leurs filles... ils convaincront ceux qui sont encore réticents à se joindre à la croisade.*<sup>188</sup>

Sur la base de cette recherche, WILPF Cameroun recommande que les efforts de plaidoyer de la société civile ciblent les chefs traditionnels et religieux qui, par leurs actions, influencent les familles et les communautés. Le premier niveau d'action identifié pour les chefs religieux et traditionnels consiste à influencer les modèles dominants de masculinité afin d'instaurer des valeurs et des pratiques plus équitables à long terme par le biais de l'éducation et au niveau de la famille et de la communauté. WILPF Cameroun recommande également de "revoir les dispositions du Code civil, notamment pour modifier la définition de l'homme comme chef de famille et présenter

<sup>186</sup> Ibid.

<sup>187</sup> WILPF Cameroon (2022), p38 [Version française]

<sup>188</sup> Fonjong, L (2022).

## 4.2

à la place l'homme et la femme comme partenaires dans la construction familiale".<sup>189</sup> Le rapport demande également qu'une plus grande attention soit accordée au soutien d'une plus grande égalité entre les genres au sein des familles, par exemple en promouvant "des modèles d'hommes et de femmes leaders dont les exemples de résolution de conflits sans violence parlent à la communauté".<sup>190</sup> Brun souligne la nécessité de répondre aux angoisses générées par l'évolution des rôles et des relations entre les genres. Elle souligne l'importance d'utiliser "les réseaux existants au sein des communautés qui pourraient servir d'espaces de dialogue, pour les femmes ou les hommes, les filles ou les garçons, afin qu'ils et elles puissent réfléchir en toute sécurité aux changements de leurs identités sociales et remettre en question les croyances restrictives et discriminatoires concernant les rôles et les relations entre les genres".<sup>191</sup> Brun souligne également la nécessité de lier la réponse humanitaire et la programmation du développement dans un effort commun pour s'attaquer aux "causes profondes de la violence à l'égard des femmes et des filles, telles que la pauvreté, les conflits fonciers, l'insécurité physique et économique et les normes d'oppression fondées sur le genre".<sup>192</sup>

Brun insiste également sur l'importance de travailler avec les hommes et les garçons, non pas comme des problèmes à régler, mais comme des alliés et des militants dans les processus de changement. Comme elle le précise, il est important de "garder à l'esprit que les hommes et les garçons résisteront aux approches qu'ils perçoivent comme négatives ou moralisatrices" et qui visent à les "réparer", et que la priorité, pour les gouvernements, la société civile et les agences internationales, est de:

*se mettre d'accord sur des messages clés qui mettent l'accent sur la contribution positive que les hommes peuvent apporter et sur ce qu'ils veulent pour eux-mêmes et pour leurs familles, notamment de meilleures relations, une meilleure santé sexuelle et reproductive et une plus grande participation à la santé et à l'éducation de leurs enfants.*<sup>193</sup>

---

<sup>189</sup> WILPF Cameroon (2022). p62 [Version française]

<sup>190</sup> Ibid. p65 [Version française]

<sup>191</sup> Brun, D (2022). p33

---

<sup>192</sup> Ibid. p33

<sup>193</sup> Ibid. p34

# 4.3

## FACILITER LA DÉMILITARISATION

### Le soutien des hommes à l'activisme des femmes en faveur d'une paix et d'une justice féministes dépendra en partie des efforts déployés pour désengager les hommes de leur participation et de leur attachement aux conflits armés.

Mais, comme l'explique clairement Brun, "il existe des obstacles importants au retour à la vie civile, notamment le manque de soutien à la réinsertion sociale et le manque d'opportunités d'emploi".<sup>194</sup> L'étude de Brun sur l'expérience des hommes dans le conflit armé montre clairement que les programmes actuels de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) sont inadéquats. Comme l'écrit Brun:

*Si l'on n'offre pas d'alternatives économiques, empêcher les jeunes hommes de s'engager dans des éléments armés ou soutenir leur réintégration est une chimère. Pour briser la spirale de la violence, il faut également mettre en œuvre des interventions*

<sup>194</sup> Ibid. p16

<sup>195</sup> Ibid. p30

<sup>196</sup> Duriesmith, D and G Holmes (2019). The masculine logic of DDR and SSR in the Rwanda Defence Force. *Security Dialogue* 50(4): 361-379.

*humanitaires, de redressement et de développement efficaces qui contribuent à réduire le comportement violent des hommes et qui protègent les personnes touchées par la violence.*<sup>195</sup>

Les programmes de DDR dans le monde ont été critiqués pour leur manque d'attention aux défis de la réintégration sociale et économique, y compris l'aide apportée aux jeunes hommes pour qu'ils surmontent le traumatisme d'avoir été témoins et auteurs d'atrocités et pour qu'ils démêlent leur propre identité de genre de l'injonction militarisée de tuer et de dominer les autres.<sup>196</sup>

Il y a des leçons à tirer et des bonnes pratiques à partager des efforts novateurs visant à développer des approches plus transformatrices en matière de genre pour les programmes de DDR.<sup>197</sup>

Dans le cas du Cameroun, ces approches doivent prendre en compte le réseau complexe de motivations et de pressions qui conduisent à l'implication des hommes dans le conflit armé.

<sup>197</sup> Schöb, M. (2016). *Disarming, Demobilising and Reintegrating Whom? Accounting for Diversity Among Ex-Combatants in Colombian DDR. Peace, Conflict & Development: An Interdisciplinary Journal* (22): 117-178.

## 4.3

Comme le montre clairement Brun, ce réseau va du recrutement forcé aux incitations économiques, en passant par le désir de vengeance, les normes masculines de protection et la pression des pairs qui accompagne souvent ces normes:

*Les normes de genre socialement construites, qui assimilent la virilité au combat et au rôle de pourvoyeur de la famille, ont également été des facteurs importants dans le recrutement de garçons et d'hommes dans les milices, en particulier dans un contexte où les propriétés ont été détruites et où le chômage est à son apogée. La quête d'influence et de prestige, associée à l'adhésion à des groupes armés et particulièrement observée dans les petites communautés, fait écho aux normes militarisées de la masculinité, assimilant la virilité au pouvoir, à la violence et au contrôle.<sup>198</sup>*

Il est nécessaire de développer des programmes de DDR pour aider les hommes à démêler cet écheveau, avec des voies pratiques pour la réintégration sociale et économique dans les communautés. Cela devrait inclure la formation professionnelle et le soutien aux moyens de subsistance

pour les garçons adolescents et les hommes et, comme le note Brun, "la promotion de programmes plus solides pour la réinsertion économique des jeunes hommes démobilisés dans les communications avec le gouvernement".<sup>199</sup>

Mais cela dépend à son tour de changements au niveau politique. Le fait de ne pas inclure les hommes et les garçons dans les mécanismes de protection a exposé les hommes démobilisés à des risques de représailles.

Brun recommande que, le cas échéant et dans la mesure du possible, les hommes et les garçons aient accès à des "espaces sécurisés non mixtes pour discuter des questions de protection, y compris des mesures visant à atténuer le harcèlement par des hommes armés et les risques d'être impliqués de force dans la violence armée".<sup>200</sup> Brun souligne également la valeur de l'utilisation des programmes de moyens de subsistance comme point d'entrée pour "fournir des conseils et un soutien initiaux afin que les hommes et les garçons puissent accéder à cette aide sans se sentir stigmatisés ou 'moins virils'".<sup>201</sup>

Dans la ligne de ce qui précède, WILPF Cameroun recommande l'élaboration d'une "politique globale de réinsertion des ex-combattants pour éviter qu'ils n'aient l'intention de revenir à l'usage des armes pour survivre",<sup>202</sup> et souligne la nécessité de faciliter une démilitarisation plus large de la société, en partie par la mise en place d'un programme national d'éducation à la paix, en commençant par le niveau primaire "pour remettre en question les normes sociales et de genre qui favorisent la domination et la violence masculines".<sup>203</sup>

---

<sup>198</sup> Brun, D (2022). p16

<sup>199</sup> Ibid. p34

---

<sup>200</sup> Ibid. p34

<sup>201</sup> Ibid. p34

---

<sup>202</sup> WILPF Cameroon (2022). p68 [Version française]

<sup>203</sup> Ibid. p59 [Version française]





## REMÉDIER AUX SPÉCIFICITÉS DE GENRE DE LA SOUFFRANCE ET DU TRAUMATISME

**Les normes de masculinité qui prévalent, assimilant la virilité à la démonstration de force et à la dissimulation des sentiments, ont laissé de nombreux hommes et garçons mal équipés pour faire face à la détresse psychologique et aux traumatismes liés à la participation à un conflit armé ou au fait d'en être le témoin.**

En ce sens, la démilitarisation dépend en partie de la reconnaissance de la vulnérabilité des hommes face à ces souffrances et traumatismes. Réfléchissant sur le conflit au Cameroun, Fonjong l'exprime clairement:

*Envisagés différemment, les hommes, comme les femmes, sont également vulnérables et affectés par les conflits armés et l'idée préconçue selon laquelle les conflits permettent aux hommes d'être dépeints comme puissants, hégémoniques, voire favorables à la violence, était moins tenable. Au contraire, les hommes, les femmes, les autorités publiques et traditionnelles semblent tou-te-s être victimes et dépassés par les conflits institutionnels et physiques.<sup>204</sup>*

<sup>204</sup> Fonjong, L (2022).

<sup>205</sup> Brun, D (2022). p29

Mais comme nous l'avons souligné plus haut, les acteurs humanitaires ne parviennent toujours pas à comprendre correctement les spécificités de la vulnérabilité des hommes et des garçons, et encore moins à y remédier. Les outils d'enquête et les évaluations des besoins incluent rarement des questions spécifiques sur les expériences et les besoins des hommes et des garçons. Les critères de vulnérabilité sont généralement définis en référence à des groupes de population plutôt qu'aux conditions existantes, les garçons adolescents et les hommes étant généralement placés au bas de l'échelle de vulnérabilité. Une gamme de services prend rarement en compte les spécificités des besoins des hommes et des garçons en matière de santé et d'aide sociale. Comme le note Brun, "les services de santé sexuelle et reproductive ne sont généralement pas conçus en tenant compte des besoins des garçons et des hommes" et "la référence au rôle que les pères devraient jouer dans la nutrition et la santé des enfants est également absente des propositions examinées".<sup>205</sup> L'étude de Brun a révélé que les hommes ont demandé à plusieurs reprises un soutien pour créer des entreprises et recevoir une formation de la part des acteurs du développement et de l'aide humanitaire, mais que les activités génératrices de revenus s'adressent principalement aux femmes.



## 4.4

Dans le même temps, le fait que les hommes puissent être victimes de violences sexuelles n'est toujours pas reconnu. Comme le note Brun, "la violence basée sur le genre à l'encontre des garçons adolescents et des hommes est une réalité".<sup>206</sup> Cette négligence de la vulnérabilité masculine n'est pas intentionnelle. Comme l'écrit Brun, "la faible attention accordée aux besoins des hommes et des garçons n'est jamais explicitement présentée comme une ignorance de leur situation", mais "alors que les besoins des autres groupes vulnérables sont clairement exprimés et soulignés, la situation des garçons et des hommes n'est pas mentionnée".<sup>207</sup> Cela a pour effet de créer une "dynamique où le manque de reconnaissance des vulnérabilités [des hommes] renforce, voire génère, ces vulnérabilités" car "le manque d'attention internationale à la situation des jeunes hommes, combiné à l'absence de mesures de protection adéquates, constitue un terreau fertile pour que davantage de jeunes hommes soient impliqués dans des actes de violence".<sup>208</sup> Il est temps, insiste Fonjong, de reconnaître que les hommes sont "plus des alliés que des adversaires, confrontés aux mêmes intérêts économiques et aux mêmes vulnérabilités alimentées par des politiques publiques qui manquent parfois d'humanisme, d'anticipation et de rigueur".<sup>209</sup> Cette reconnaissance nécessite d'élargir "notre vision de ce que doivent être les personnes concernées".<sup>210</sup>

<sup>206</sup> Ibid. p34

<sup>207</sup> Ibid. p28

<sup>208</sup> Ibid. p30

Car, comme l'explique très clairement Brun:

*Si la vulnérabilité est définie à la fois par les menaces externes d'un environnement spécifique et par la capacité d'adaptation de ceux et celles qui vivent dans cet environnement, les garçons adolescents et les hommes, peuvent clairement être décrits comme un groupe vulnérable. Les conséquences de la négligence de leurs besoins ne sont pas seulement potentiellement désastreuses pour eux, mais aussi, indirectement, pour la sécurité, la résilience et la cohésion de la société dans son ensemble.*<sup>211</sup>

Suite à cette étude, WILPF Cameroun appelle les bailleurs de fonds à "financer la composante de soutien psychosocial dans le projet pour faire face aux traumatismes liés au conflit et perturber les cycles de violence".<sup>212</sup> Brun formule également un certain nombre de recommandations à l'intention de la communauté de l'aide humanitaire pour qu'elle intègre la vulnérabilité masculine dans ses domaines de compétence, notamment la nécessité de:

- Veiller à ce que la réponse humanitaire soit basée sur des faits et non sur des suppositions.

<sup>209</sup> Fonjong, L (2022).

<sup>210</sup> Brun, D (2022). p30

- Reconnaître et prendre en compte les inquiétudes des femmes et des hommes face à l'évolution des rôles de genre
- Soutenir les garçons et les hommes qui risquent d'être la cible de violence armée.
- Veiller à ce que les mécanismes de coordination, en particulier les réunions de groupes, se concentrent sur les risques, les vulnérabilités et les besoins spécifiques liés au genre dans les situations d'urgence.
- Analyser les besoins en fonction du genre et des groupes d'âge et veiller à ce que le plan de réponse humanitaire (PRH) y réponde de manière adéquate.
- Veillez à ce que toute assistance favorise la protection, la sécurité et la dignité des femmes et des hommes affectés et à ce que les mécanismes de suivi vérifient l'accès équitable des personnes à l'aide et aux avantages.
- Former le personnel chargé de la protection et des services psychosociaux à fournir des services de qualité, adaptés à l'âge, non stigmatisants, et adaptés aux hommes.
- Examiner et classer par ordre de priorité les propositions de projets fondées sur une solide analyse de genre et visant à répondre aux besoins des différents groupes de genre et d'âge, au-delà de l'aide apportée à des catégories prédéfinies.

<sup>211</sup> Ibid. p30

<sup>212</sup> WILPF Cameroon (2022). p69 [Version française]

# 4.5

## ŒUVRER EN FAVEUR D'UNE RÉFORME INSTITUTIONNELLE ET D'UNE RESPONSABILITÉ POLITIQUE

**L'accent mis sur la vulnérabilité des hommes vise à garantir la responsabilité des atrocités et des violations des droits humains perpétrées jusqu'à présent, et à promouvoir les types de réformes institutionnelles qui peuvent soutenir une paix féministe.**

Ces deux tâches nécessitent de se concentrer sur les hommes de l'élite, en position d'autorité politique et de pouvoir économique, à l'intérieur et à l'extérieur du Cameroun. Comme le note le Centre pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique, cet appel à une plus grande responsabilisation ne date pas d'hier. La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples s'est réunie lors de sa 62e session ordinaire du 25 avril au 9 mai 2018, pour publier une résolution sur la situation des droits humains en République du Cameroun, et a demandé que des enquêtes impartiales et indépendantes soient menées pour identifier les auteurs des violations et les traduire en justice, appelant toutes les parties à engager un dialogue en vue de sauver des vies et de rétablir le calme, la sécurité et la paix dans les meilleurs délais.<sup>213</sup>

<sup>213</sup> CHRDA (2019).

<sup>214</sup> Brun, D (2022). p30

Cette demande n'a pas encore été correctement satisfaite. Comme l'a déclaré un-e spécialiste de la protection, interrogé dans le cadre de l'étude de Brun:

*La communauté internationale ne sait pas comment s'attaquer aux violations systématiques auxquelles les garçons et les hommes sont confrontés. Elle a tout intérêt à entretenir de bonnes relations avec le gouvernement, qui est le principal responsable des violations des droits humains. [...] Elle n'a pas le courage, elle n'agit pas.*<sup>214</sup>

Le *Cameroon Conflict Research Group* est convaincu que la communauté internationale doit faire beaucoup plus pour dénoncer ces violations des droits humains et faire pression sur toutes les parties pour qu'elles s'assoient à la table des négociations. Cet effort doit également être contextualisé dans le cadre d'un programme plus large de construction de la paix par les femmes. Comme le souligne le rapport de WILPF sur le 20e anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) sur les femmes, la paix et la sécurité:

## 4.5

*Il y a une approche à double visage à l'œuvre au sein du CSNU, où les États continuent de réaffirmer l'importance de la mise en œuvre des engagements en matière de FPS tout en dépensant des dizaines ou des centaines de milliards par an pour leurs armées, en produisant et en exportant des armes, en s'opposant à la ratification des traités de contrôle des armes et en prenant des mesures contradictoires en matière de dénucléarisation.*<sup>215</sup>

Le commerce mondial des armes est florissant. Les ventes d'armes ont augmenté alors même que l'économie mondiale s'est contractée de 3,1% au cours de la première année de la pandémie de Covid-19. WILPF Cameroun, dans son rapport, appelle le gouvernement à "[r]éduire considérablement les dépenses militaires afin d'allouer davantage de ressources aux secteurs socio-éducatifs des collectivités décentralisées",<sup>216</sup> et à «[v]eiller à la pleine application de la loi n° 2016/015 du 14 décembre 2016 portant régime des armes et munitions au Cameroun, ainsi que du Traité sur le commerce des armes» et «prendre les mesures appropriées pour adhérer au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires et ajouter la voix du Cameroun au plaidoyer international pour interdire le système d'armes létales autonomes».<sup>217</sup>

Dans le même temps, les acteurs de l'élite camerounaise doivent être tenus responsables des inégalités économiques et de l'impunité politique qui ont alimenté le conflit actuel. Comme l'explique Fonjong, l'un des principaux moteurs structurels du conflit est une "puissante industrie" d'intérêts agro-industriels, "créée et protégée par des jeux de pouvoir, du lobbying et des réseaux de haut niveau servant les intérêts des multinationales et de quelques chefs et fonctionnaires au détriment des masses".<sup>218</sup>

Il est urgent de réformer les institutions de gouvernance foncière et, plus généralement, l'autorité politique, et la grande majorité des hommes, comme des femmes, ont tout intérêt à ce que cette réforme ait lieu.

Fonjong documente certains des travaux entrepris par les hommes occupant des postes de direction, notamment les efforts déployés par certains chefs pour utiliser leur influence continue sur les interprétations du droit coutumier afin de promouvoir les droits des femmes en matière d'héritage. En outre, les juges et les avocates ont une influence sur le droit foncier coutumier et légal, ce qui signifie que "l'activisme

judiciaire est donc important dans la promotion des droits fonciers des femmes lorsqu'il y a conflit ou confusion entre les lois et les coutumes".<sup>219</sup> Comme le conclut Fonjong:

*Tout dépend de la mesure dans laquelle nous pouvons tirer des enseignements ou transformer les quelques opportunités offertes en possibilités. La mise en place d'institutions sensibles au genre et le renforcement des capacités des chefs, des juges, des fonctionnaires et d'autres personnes en matière de genre, afin qu'ils puissent promulguer et appliquer des législations foncières de genre, constituent de grands pas en avant. Les sociétés civiles et les médias grand public et sociaux peuvent également jouer un rôle essentiel dans la promotion d'actions positives de la part de quelques hommes qui peuvent être contagieuses pour l'ensemble de la société. Cependant, le conflit anglophone ou les préjugés basés sur le genre en matière de droits fonciers ne sont que les symptômes d'un vice, d'une pauvreté et d'injustices plus graves dans une société qui réclame une révolution radicale des valeurs. Et les autorités doivent reconnaître que seul le changement peut contenir cette révolution.*<sup>220</sup>

<sup>215</sup> Kaptan, S (2020). UNSCR 1325 at 20 Years: Perspectives from Feminist Peace Activists and Civil Society. Genève, Suisse: Women's International League for Peace and Freedom. p9

<sup>216</sup> WILPF Cameroon (2022). p59 [Version française]

<sup>217</sup> WILPF Cameroon (2022). p62 [Version française]

<sup>218</sup> Fonjong, L (2017). p1123

<sup>219</sup> Fonjong, L (2022).

<sup>220</sup> Ibid.

## 4.5

Tous ces travaux sur les moteurs structurels des conflits armés doivent être sous-tendus par des efforts visant à mettre en évidence et à résoudre les problèmes de corruption de la gouvernance et d'impunité des élites évoqués plus haut. WILPF Cameroun appelle à «Assurer la réduction de la corruption endémique qui empêche les jeunes garçons (sur lesquels reposent les espoirs de nombreuses familles) d'accéder à des emplois décents et les conduit plutôt à essayer des voies dangereuses, y compris celles des groupes armés qui offrent d'énormes récompenses financières».<sup>221</sup>

L'accent mis sur les liens entre les conflits armés, la corruption institutionnalisée et les hiérarchies masculines attire l'attention sur les perspectives des hommes de l'élite concernant les problèmes de masculinité militarisée et le rôle qu'ils jouent pour les résoudre. Les entretiens avec les dirigeants politiques, traditionnels et religieux, tous des hommes, ont révélé un manque général de compréhension des liens entre la militarisation, les masculinités et le conflit armé prolongé. Comme note WILPF Cameroun, "les représentants du gouvernement qui ont participé à nos recherches n'étaient pas au courant des dangers des masculinités militarisées et de l'impact des conflits sur les hommes et les garçons".<sup>222</sup>

Il est clair qu'une "solidarité pernicieuse" s'est instaurée, dans laquelle l'utilisation de la violence par les hommes est normalisée par l'impunité avec laquelle les acteurs de l'élite ont procédé à la dépossession des terres:

*La violence masculine omniprésente est également utilisée par des hommes en position d'autorité et qui sont donc peu enclins à l'empêcher, à la sanctionner ou à s'y opposer activement et directement. Ces hommes de pouvoir sont donc de connivence et agissent en solidarité avec des hommes moins puissants utilisant la violence.*<sup>223</sup>

Une réponse à cette "solidarité pernicieuse" doit être la mise en œuvre et l'application des accords internationaux actuels sur la construction féministe de la paix. Bien que le Cameroun ait signé des résolutions sur l'agenda Femmes, Paix et Sécurité, et d'autres déclarations des Nations Unies qui appellent à l'engagement des hommes et des garçons, les lois nationales du Cameroun ne considèrent pas les masculinités militarisées comme un facteur d'augmentation de la violence et d'escalade des conflits.

Pour y remédier, la WILPF Cameroun fait les recommandations suivantes:

- Veiller à ce que le Plan d'action national UNSCR1325 reconnaisse le rôle essentiel des hommes en tant que partenaires dans la mise en œuvre de l'Agenda FPS au Cameroun, dans le cadre de la localisation du PAN 2022-2026.
- Intégrer la résolution 35/10 du CDH et veiller à ce que ses principales dispositions politiques et programmatiques soient mises en œuvre par le gouvernement. Le Cameroun a coparrainé cette résolution en 2017 et devrait défendre sa mise en œuvre.
- Mettre en œuvre la Déclaration et l'Appel à l'action 2021 de l'Union africaine sur la masculinité positive pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles en Afrique.

De manière plus générale, l'action des gouvernements et la pression internationale sont nécessaires pour s'attaquer aux moteurs sous-jacents du conflit armé.

<sup>223</sup> W WILPF Cameroon (2022). p68 [Version française]

<sup>224</sup> WILPF Cameroon (2022). p43 [Version française]

<sup>225</sup> Ibid. p54 [Version française]

## 4.5

Fonjong résume bien ce défi fondamental:

*Alors que le gouvernement camerounais s'efforce de mettre fin au conflit plus large dans les régions anglophones, il doit accorder une attention particulière aux réformes foncières au niveau national. En effet, la crise foncière qui se manifeste dans les villes de Douala, Yaoundé et dans d'autres zones rurales suggère que [...] la prochaine révolution qui pourrait faire tomber le Cameroun pourrait provenir de la crise foncière. Et ici, les hommes et les femmes sont des acteur·ice·s puissant·e·s parce qu'il·elle·s sont tous deux des victimes.<sup>224</sup>*

Comme le conclut le rapport de WILPF Cameroun, construire les fondations d'une paix durable et féministe "nécessite de comprendre et de répondre aux besoins et aux vulnérabilités des hommes et des garçons, mais aussi de prendre en compte les privilèges structurels qu'ils détiennent par rapport aux femmes, aux filles et aux personnes ayant d'autres identités de genre".<sup>225</sup> C'est pour soutenir ce travail que le présent rapport et les recherches qu'il résume sont dédiés.

---

<sup>224</sup>Personal communication by Lotsmart Fonjong.

<sup>225</sup>WILPF Cameroon (2022). p70 [Version française]





# Les hommes, les masculinités & les perspectives de paix féministe au Cameroun\*

RAPPORT SOUMIS PAR ALAN GREIG

\* Informations importantes sur la traduction: Les traductions des citations référencées dans cet article ne sont pas des traductions officielles, à l'exception des citations tirées du rapport de pays de WILPF Cameroun. Pour une question de lisibilité nous avons opté pour le langage inclusif de la double flexion qui comprends le féminin et masculin. Cependant, nous sommes conscients que le genre dépasse la binarité du féminin et du masculin, et de l'existence des personnes non-binaires.

14 FÉVRIER 2023